

• •

• •

Французский язык для юристов

СБОРНИК УПРАЖНЕНИЙ

2004

141.11- 923:

-

« . . . 1: . . . » . - , 2004- 156 .

« . . . () » .

« . . . » (, 1999) ,

: Laurent ATTAL, Attaché de coopération pour le français à Irkoutsk

. . . . ,

. .
. .

TABLE DES MATIERES

1.	Les différentes branches du droit	4-15
2.	Les institutions politiques nationales	16-21
3.	Les institutions de l'Union Européenne	22-25
4.	Les sources du droit	26-29
5.	L'adoption d'une loi nationale	29-34
6.	Les juridictions judiciaires en France	34-39
7.	Les juridictions administratives	39-44
8.	Les juridictions européennes	44-48
9.	Les professionnels du droit	49-53
10.	L'identification des professionnels	53-59
11.	Les différents droits de la personne	59-61
12.	Le droit de la propriété	61-75
13.	La composition d'un fonds de commerce	75-81
14.	Les obligations	81-86
15.	La formation du contrat	86-92
16.	Les principaux contrats	92-97
17.	Les conditions de la responsabilité civile	97-101
18.	Le droit de la concurrence	102-110
19.	Relations de travail. La formation du contrat de travail	110-118
20.	Annexe	119-155

LES DIFFERENTES BRANCHES DU DROIT

Traduisez le vocabulaire à l'aide d'un dictionnaire. Retenez-le bien.*

Le droit ; une famille / une branche de droit

La justice; La jurisprudence : administrative, civile, internationale, répressive;

Le droit public, le droit privé ; le droit constitutionnel, le droit administratif, le droit fiscal, le droit pénal (criminel), le droit international public/privé, le droit civil, le droit commercial, le droit du travail, le droit de famille, le droit de propriété ;

Une règle ; émettre des règles, régler une organisation de qch, régler les rapports entre qn ;

L'Etat, les particuliers, les individus ; les citoyens ; les institutions; les autorités publiques, les administrations publiques ;

L'organisation et l'exercice (le fonctionnement) du pouvoir politique ;

La fixation et le recouvrement des impôts ;

Les infractions et les peines (les sanctions) ;

Le mode, le rôle ; les compétences ; les fonctions ; le fonctionnaire;

Réformer le statut de qn ;

Les administrations et les administrés ;

Les individus et les sociétés commerciales ;

Les employeurs et les salariés (employés) ;

Licencier = renvoyer / embaucher = engager qn ;

Le débiteur et le créancier ; réclamer le bénéfice du terme ;

Faire faillite ; se disputer les biens de la succession ;

recevoir en héritage ; un héritier

Dans le cadre de qqch; dans le cadre des activités professionnelles ;

La loi ; une loi nationale / internationale ou étrangère ;

élaborer, adopter, appliquer une loi ; respecter la loi (les règles) ;

déroger à la loi / violer les règles de la loi, du code de la route
Un juge ; juger, jugement ; décision juridique ;
Prendre une décision juridique ; prononcer une décision juridique ;
Le sens juridique ; le sens littéral des termes ; prendre le mot ou l'expression
dans le sens juridique ; sens obscure / claire ;
Un article du Code civil / pénal ;
Sous prétexte de f. qch ;
Etre coupable de (déli de justice) ; être poursuivi en justice ;
Une convention ; des parties contractantes ;
Avoir une intention ; une commune intention des parties contractantes ;
Signer un contrat, un traité, une convention, un accord ;
Interdire qch pour des raisons de sécurité ;
Convenir à la matière du contrat ;
Entamer une procédure de divorce ; divorcer de qn ;
Adhérer (au syndicat, au parti) ;
Elire, des élections, un élu ; voter, un vote.

*Vous pouvez consulter le Dictionnaire de droit russe-français et français-russe de
G.I. Matchkovsky (: , 1982. – 680 .)

*Lisez et traduisez le texte correspondant au thème du manuel de J.-L. Penfornis
« Le français du droit »*

Exercices

1. Lecture à haute voix du vocabulaire ; répétition orale ; exercices d'articulation.

2. Dictée lexicale : 15 expressions du vocabulaire. Dictée grammaticale :
Mettez les verbes *élire, convenir, prescrire* au Présent, au Passé composé et au Futur simple, en 3-ème personne Singulier de l'Indicatif.

3. Prononcez les phrases en changeant l'intonation selon l'intention d'affirmer ou d'interroger.

- Le droit est divisé en deux grandes familles.
- Le droit public règle les rapports entre l'Etat et les particuliers.
- Le mode d'élection du Président est déterminé par la Constitution.
- Le juge refuse de juger sous prétexte de l'obscurité de la loi.
- On doit dans les conventions rechercher la commune intention.
- Ce sens convient à la matière du contrat.
- Le droit pénal détermine les infractions et les peines.
- Le droit civil est considéré comme le droit commun privé.

4. Dictée des phrases ci-dessus.

5. Dans le vocabulaire présenté ci-dessus trouvez les termes « de la même famille »

6. Donnez la forme passive des verbes (être + participe passé).

Ex. : organiser – être organisé

Emettre

Prendre

Diviser

Poursuivre

Régler

Divorcer

Elire

Réformer

Voter

Signer

Publier	Interdire
Fixer	Refuser
Appliquer	Rechercher
Régir	Déterminer
Prescrire	Prévoir
Considérer	Examiner
Convenir	Mettre

7. Complétez les phrases ci-dessous au passif en choisissant l'agent de l'action selon la liste présentée.

- Les règles sont émises par ...
- Le contrat est signé par ...
- Le coupable de ce crime est recherché par ...
- La facture est réglée par ...
- Ces actes sont interdits par ...

***La société Dupont, les autorités publiques,
les deux parties contractantes, la police, la loi.***

8. Mettez les phrases ci-dessous au passif.

-
1. Le droit privé règle les rapports entre les particuliers.
 2. Le droit public règle l'organisation de l'Etat ainsi que les rapports entre l'Etat et les particuliers.
 3. La Constitution contient les règles fondamentales du droit.
 4. Le droit constitutionnel règle l'organisation et l'exercice du pouvoir publique.
 5. Le droit constitutionnel règle le mode d'élection du Président de la République.
 6. Le droit international public régit les rapports entre les Etats.
 7. La police recherche le coupable de cet accident de la route.
 8. Dans des cas semblables on applique l'article 425 du Code Pénal.
 9. On doit réformer le statut des fonctionnaires.

9. Insérez le verbe convenable en faisant choix entre

concerner, s'appliquer à qn, régler, présenter, déterminer

- Le droit fiscal ... un ensemble de règles relatives à la fixation et au recouvrement des impôts.
- Le droit pénal ... les infractions et les peines applicables.
- Le droit commercial ... aux commerçants.
- Le droit international privé ... les rapports entre les particuliers de nationalité différente.
- Le droit du travail ... les rapports entre les employeurs et les salariés.

10. Mettez la préposition nécessaire simple ou contractée et traduisez les phrases en russe

- Les rapports ... les administrations et les administrés
- Les règles relatives ... la fixation des impôts.
- Le droit international privé indique ... juge quelle est la loi applicable.
- Le juge refuse ... juger sous prétexte ... l'insuffisance ... la loi.
- Le sens qui convient le plus ... matière ... contrat.
- Les sûretés que le débiteur a donné ... son créancier ... le contrat.
- Pierre a voté ... dernières élections présidentielles ... J. Chirac.
- On doit ... les conventions rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes.

11. A partir des verbes ci-dessous formez les substantifs et les participes passés:

Ex.: déteminer – la détermination, déterminé

- Régler –
- Fixer
- Exercer
- Organiser

- Interdire
- Recouvrir
- Fonctionner
- Elire
- Rapporter
- Administrer
- Employer
- Juger
- Appliquer
- Indiquer
- Définir
- Confirmer

12. Insérez les adjectifs nécessaires pour compléter les phrases suivantes :

- La Constitution contient les règles ... de la société.
- Le droit constitutionnel règle l'organisation et l'exercice du pouvoir
- Le droit pénal détermine les infractions et les peines
- Les juges français doivent appliquer parfois les lois
- Dans les conventions on ne doit pas s'arrêter au sens ... des termes.

13. Traduisez en français :

-
- C , .
-
- () .
 - .
 - , .

-
-
-
-
-

14. Développez les phrases suivantes:

- Le droit civil est considéré comme le droit commun privé, c'est à dire ...
- Le droit commercial s'applique aux commerçants, c'est à dire ...
- Le droit fiscal concerne les règles relatives aux impôts, c'est à dire ...
- Le droit criminel détermine les infractions c'est à dire ...
- En ce qui concerne le droit administratif, il faut dire que...
- Il est à noter que le droit public ...
- Le droit privé comprend 4 branches de droit, notamment ...

15. Posez une question correspondant aux termes soulignés:

- Les règles de droit sont émises par les autorités publiques.
- Le droit public comprend 5 branches.
- Le droit privé règle les rapports entre les particuliers.
- Le juge annonce le jugement.

16. Donnez les définitions des termes suivants en choisissant sa deuxième partie parmi les expressions proposées.

- Le droit public
- Le droit privé
- Le droit commercial

- Le droit administratif
- Le droit du travail

règle l'organisation et le fonctionnement des administrations publiques ; règle les rapports entre les particuliers ; règle les rapports entre les employeurs et les salariés ; s'applique aux commerçants ; règle l'organisation de l'Etat ainsi que les rapports entre l'Etat et les particuliers.

17. Quel élément de la phrase manque, à votre avis ?

- Le droit est un ensemble de règles émises par les autorités.
- Le droit constitutionnel règle l'organisation du pouvoir politique.
- Le droit administratif règle l'organisation et le fonctionnement des administrations publiques.
- Le droit pénal détermine les peines applicables.
- Le droit commercial s'applique aux sociétés commerciales.

18. Nommez les branches du droit qui règlent l'organisation des institutions et celles qui règlent les rapports dans le cadre de ces institutions.

19. Mettez en relief les termes de la phrase soulignés en utilisant les tours présentatifs «C'est ... qui», «C'est ... que». Traduisez les phrases transformées; pensez à l'expression « ...».

- Le droit public règle l'organisation de l'Etat.
- Le droit privé règle les rapports entre les particuliers.
- Le droit international public régit les rapports entre les Etats.
- Le statut des fonctionnaires a été réformé.

20. Reformulez les phrases pour accentuer le sujet ou l'objet de l'action.

- Les règles fondamentales de la société sont contenues dans la Constitution.
- Le débiteur donne les suretés à son créancier par un contrat.
- Pierre a voté aux dernières élections présidentielles.
- Les autorités publiques sont compétentes pour émettre les règles du droit.
- Un haut fonctionnaire a été condamné à 1 an de prison avec sursis pour prise illégale d'intérêts.

21. Composez quelques phrases avec les verbes «se composer de qch - », «être contenu dans qch.= », «comprendre qch. - ».

22. Complétez les phrases suivantes et traduisez-les en russe:

- La première partie de notre conférence ... sur le droit
- Il paraît que ... va licencier notre collègue.
- La commande doit être confirmée
- L'ex-député a été condamné à trois ans de ... avec ... pour
- Son discours était destiné aux jurés d'... .
- Il a grillé un feu rouge et doit donc payer
- Selon cette décision on déboute la société X. de ses

23. Traduisez les phrases suivantes en français :

-
-
-
-

-
-
-
-
-

Expression libre

1. Faites une comparaison en employant la locution « tandis que »

*Ex.: Le droit fiscal détermine les règles relatives à la fixation et au recouvrement des impôts **tandis que** le droit pénal détermine les règles relatives aux infractions et aux peines applicables.*

Le droit public / privé

Le droit international privé / public

Le droit commercial / le droit du travail

2. Répondez aux questions. Argumentez votre point de vue.

- Quelle définition pourriez-vous donner au terme « droit »?
- Qui est compétent d'émettre les règles du droit ?
- Le droit en quels deux grandes familles est-il divisé ?
- En quoi consiste la différence entre le droit public et le droit privé ?
- Le droit public de quels types de droits se compose-t-il ?
- Le droit privé quels types de droit comprend-il ?
- Quels exemples du domaine de droit constitutionnel pouvez – vous citer ?

3. Argumentez pour ou contre les idées annoncées :

- Le droit pénal fait partie du droit privé.
- Le droit du travail se rapporte au droit privé.
- Le droit administratif fait partie du droit privé.
- Le droit public comprend 4 branches de droit.
- Les juges français ne doivent jamais appliquer une loi étrangère.
- Il faut toujours dans les conventions suivre strictement le sens littéral des termes.
- Le fonctionnement des administrations est régi par le droit civil.
- Le juge ne peut pas être poursuivi comme coupable de déni de justice.

4. Développez le sujet « Les différentes branches du droit »

Lecture analytique. L'image globale du document.

En regardant l'« image globale » de ce document, pouvez-vous dire de quel type de texte il s'agit?

- A) *une information extraite d'un quotidien national ?*
- B) *un article sur la circulation automobile paru dans un mensuel ?*
- C) *un fait divers paru dans un quotidien régional ?*

Un malaise à l'origine d'une embardée : un blessé léger

Peu avant midi, hier, M. Denis Mouilley, 72 ans, demeurant à Bragelogne, circulait sur la départementale 452 entre Balnot-sur-Laignes et les Riceys.

Apparemment victime d'un malaise, M.Mouilley a perdu le contrôle de son véhicule, un Renault Nevada, qui a traversé la chaussée avant de s'échouer quelques dizaines de mètres plus bas dans un champ.

C'est au docteur Jean-Luc Michelin qu'il revint de lui porter les premiers secours, après quoi les sapeurs-pompiers du Centre de secours des Riceys le transportèrent au centre hospitalier de Troyes.

Les gendarmes de la brigade des Receys ont procédé aux constatations d'usage.

Présentez ce texte ayant recours aux expressions suivantes :

- Ce texte est intitulé ... = Ce texte porte le titre ...
- Il a pour le sous-titre
- Il présente (un fait divers , un extrait du document, un article de presse qui est tiré du journal ...)
- Dans ce texte il s'agit (on parle de, il est question de...)
- Alors ce texte est intéressant = me paraît intéressant = présente un grand intérêt (car ... , du point de vue de ...)

LES INSTITUTIONS POLITIQUES NATIONALES

Traduisez le vocabulaire avec un dictionnaire et retenez-le bien.

La Cinquième République ;

La Constitution ; être voté ;

Le pouvoir exécutif ; le pouvoir législatif ; le pouvoir judiciaire ;

Le Président de la République, être à la tête de l'Etat ;

Le gouvernement ; le Premier ministre,

le Conseil des ministres, les ministres ;

Le Conseil constitutionnel ; le mandat dure 9 ans ; se renouveler par tiers ;

Le Parlement ; les deux assemblées ; L'Assemblée Nationale, le Sénat

Se réunir en deux sessions ; légiférer, être législateur ;

Délibérer sur qch ;

Investiture, f ; approuver la nomination par un vote d'investiture ;

Dissoudre l'Assemblée Nationale ;

Les conseillers régionaux ; les conseillers généraux ;

les conseillers municipaux ;

Le citoyen, l'électeur, l'élu, le député ;

Le suffrage universel direct / indirect ;

Elire pour 5 ans ; les élections législatives, les élections sénatoriales, les élections municipales ;

Nommer, nommer sur proposition de qn ;

Présider le conseil ;

Tenir ses pouvoirs de qn ;

Assurer l'exécution des lois ; exécuter les décisions ;

Veiller au respect de la Constitution ;

Le Conseil se réunit une fois par mois ;

Les collectivités territoriales de la république ;

L'organisation administrative ; une région, un département, une commune ;

- Voter une motion de censure ;
- Mettre en cause la responsabilité du gouvernement ;
- Remettre la démission, se déclarer démissionnaire ;

Exercices

- 1. Répétez après le professeur les expressions du vocabulaire.**
- 2. Lisez à haute voix les expressions du vocabulaire, articulez-les bien.**
- 3. Ecrivez la dictée suivante :**

La France politique

Le Président de la République demeure au Palais de l’Elysée. Il est élu pour sept ans au suffrage universel direct. Tous le Français et toutes les Françaises de plus de 18 ans ont le droit de voter. Le Président choisit le Premier Ministre, préside le Coseil des Ministres, peut demander à tous les Francais leur avis par référendum et dissoudre l’Assemblée Nationale. Il est le chef du pouvoir exécutif qu’il partage avec le Gouvernement. Le Premier Ministre, responsable devant l’Assemblée Nationale, choisit ses ministres et Secrétaires d’Etat pour les affaires politiques, les affaires économiques et les affaires sociales. Le parlement, qui fait et vote les lois, se compose de deux assemblées : l’Assemblée Nationale, installée au Palais-Bourbon, et le Sénat qui se réunit au Palais du Luxembourg.

- 4. Conjuguez le verbe « dissoudre » au Présent et au Passé composé de l’Indicatif. Composez deux phrases avec ce verbe et transformez-les au passif.**
- 5. Traduisez les verbes ci-dessous du russe en français :**

c (), , ,
 , , , .

6. Traduisez et mettez ces verbes au passif :

- dissoudre
- approuver
- nommer
- conduire
- assurer
- prononcer
- engager (la responsabilité)

7. A la place de l'infinitif mettez une forme convenable du verbe

- La Constitution française (voter) en 1958.
- Le Président de la République (élire) au suffrage universel direct.
- Le Premier ministre (nommer) par le Président.
- Le Conseil des ministres (présider) par le Président de la République
- Le Conseil constitutionnel (se composer) de neuf membres.
- Les députés de l'Assemblée Nationale (élire) pour 5 ans.
- Le Conseil des ministres (se réunir) une fois par semaine.

8. Composez une phrase avec chaque verbe de la liste suivante :

pouvoir, directement, choisir, assister à, au niveau de la région ;
prononcer la dissolution ; conduire la politique nationale.

9. Trouvez les synonymes pour les expressions soulignées :

- Le chef d'Etat choisit le Premier Ministre
- Une loi de statut fixe la durée des pouvoirs de chaque assemblée, leur indemnité etc.
- La loi fixe les règles concernant les matières qui ont un caractère réglementaire.

- Après une vote de censure le Premier Ministre doit déposer au Président de la République la démission du gouvernement.

10. Traduisez :

- 1.
2. 1958 .
3. .
4. .
5. .
6. .
7. 9 .
8. .
9. .
10. .

11. Traduisez en russe :

- Le Président de la République peut, après consultation du Premier Ministre et des présidents des assemblées, prononcer la dissolution de l'Assemblée Nationale.
- L'Assemblée Nationale met en cause la responsabilité du gouvernement par le vote d'une censure.

12. Traduisez en français :

- .
- .
- 9 ,
- 9 .
- .

Expression libre

1. Répondez aux questions :

- Pourquoi appelle-t-on le régime politique en France « une démocratie » ?
- Quels sont les pouvoirs du président ?
- Quelles institutions composent le pouvoir exécutif en France ?
- Est-ce que les séances des assemblées du Parlement sont publiques ?
- En quoi consiste le rôle du Conseil constitutionnel ?
- Est-ce que le Président participe au travail du Conseil des ministres ?
- Est-ce que le Premier Ministre assure l'exécution des lois ?
- Comment est organisé le pouvoir législatif en France ?
- Le Parlement doit-il approuver la nomination du chef du gouvernement et des ministres du gouvernement par un vote d'investiture ?
- Le Parlement peut-il être dissout ? Par qui ?
- Qui peut voter la motion de censure ? Dans quel cas ?
- Quelles sont les conséquences de la motion de censure en France ?

Lecture analytique. L'image globale du texte.

Lisez et analysez l'extrait suivant d'un manuel de civilisation française :

UN PEU DE POLITIQUE

Le Président de la République est élu par le peuple pour 7 ans. Il nomme le Premier ministre. Le Premier ministre dirige le gouvernement. Le gouvernement dirige l'administration et prépare les lois. Le Parlement contrôle l'action du gouvernement, vote les lois et propose les lois.

Les présidents de la V^e République sont Charles de Gaulle (1958-1969), Georges Pompidou (1969-1974), Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981), François Mitterrand (1981-1995), Jacques Chirac (réélu en 2002).

Les divisions administratives de la France sont les suivantes : les régions (la Bretagne etc), les départements (le Finistère etc) et leur préfecture (ville principale), les cantons (la France dénombre 3 714 cantons), les communes (il y a 36 500 communes en France). Chaque département a un numéro. On retrouve ce numéro dans les codes postaux, les plaques des voitures et les numéros de Sécurité sociale.

Les pouvoirs locaux sont assurés par :

- *Les fonctionnaires de la préfecture* assurent un pouvoir local. *Le préfet* représente l'état central.
- *Le maire et le conseil municipal* élus par le peuple pour 6 ans qui dirigent la commune.
- *Le conseil général* assure le pouvoir au niveau départemental.
- *Le conseil régional* représente le pouvoir au niveau régional.

Développez le sujet « Les institutions politiques nationales ».

LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE

Traduisez avec un dictionnaire et retenez bien le vocabulaire

L'Union européenne (UE), la Communauté européenne ;

Pays / Etat membre de l'Union européenne ;

Les institutions de l'Union européenne, instituer qch;

Conclure un traité ; introduire, mettre en place ;

La libre circulation des marchandises ;

La douane, l'union douanière ;

Prévoir ; créer une monnaie unique ;

La citoyenneté européenne ;

La sécurité ; la sécurité commune ;

La coopération ; renforcer la coopération ;

La coopération en matière d'emploi ;

Le Conseil européen ;

Réunir qn., une réunion= une assemblée ;

La Commission ; un commissaire ;

L'administration des fonctionnaires (les eurocrates) ;

Elaborer et proposer des projets d'actes communautaires ;

Appliquer les politiques communautaires ;

Le Parlement européen ;

Avoir le pouvoir de contrôle sur ;

Le Conseil ; consulter qn ;

Avoir les mêmes attributions ;

Adopter les actes communautaires ;

La Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) ;

Contrôler le respect du droit communautaire ;

Etre saisi par qn.

Etudiez le texte correspondant au thème du manuel de J.-L. Penfornis

Exercices

1. *Transformez ces phrases au passif :*

-
1. Le Traité de Rome a mis en place la libre circulation des marchandises.
 2. Quatre traités principaux ont mis en place les institutions de l'Union européenne.
 3. Le Conseil européen définit les orientations politiques générales de l'UE.
-
4. La Commission se compose de 20 commissaires.
-
5. Les gouvernements des Etats membres en concertation avec le Parlement nomment les commissaires.
 6. La Commission siège à Bruxelles.
 7. La Commission élabore des projets d'actes communautaires.
 8. Les citoyens des pays membres de l'UE élisent le Parlement européen au suffrage universel direct.
 9. Le Conseil adopte les actes communautaires.
 10. La Commission, les Etats membres, le Parlement européen et les particuliers peuvent saisir la CJCE.
-

2. *Formez à partir de ces substantifs les verbes, traduisez-les :*

- La coopération
- L'institution
- La mise en place
- La circulation
- Le renforcement
- L'élaboration
- La proposition
- L'application

- La consultation
- La délibération
- L'attribution
- Le saisi
- Le siège
- L'installation
- La décision
- L'influence

3. *Achievez les phrases suivantes par les expressions convenables :*

- Les principaux traités, conclus par les pays membres de l'Union européenne sont les suivants :
- Le traité de Rome met en place
- L'Acte unique prévoit la libre circulation de
- Le traité de Maastricht prévoit de créer
- Le Traité d'Amsterdam renforce la coopération entre les Etats membres en matière de
- Le Conseil européen réunit ...
- La Commission comprend 20 commissaires qui s'appuient sur
- Le Parlement européen a le pouvoir de contrôle sur
- Le Conseil réunit les ministres de

4. *Donnez une explication convenable aux idées exprimées en achevant les phrases suivantes :*

- Le traité de Rome a mis en place une union douanière car ...
- On peut appeler le Conseil européen une institution principale de l'UE parce que

- On appelle souvent le Conseil « Un Conseil des ministres » puisque ...
- Le Conseil est « le législateur » de la Communauté européenne car ...

Expression libre

1. Répondez aux questions :

- Quel traité a institué l'UE ?
 - Combien de pays composent l'Union européenne ?
 - Quel est le rôle des 4 principaux traités de l'UE ?
 - Quelles institutions ont été mises en place par ces traités principaux ?
 - Par quelle institution les projets d'actes communautaires sont élaborés ?
 - Quelle institution adopte ces actes ?
 - Précisez la fonction de la CJCE.
 - Comment les intérêts de chaque pays membre sont-ils représentés ?
 - Comment la présidence du Conseil est-elle effectuée ?
-
- Quels sont les problèmes actuels de l'Union européenne ?

2. Développez le sujet « Les institutions de l'Union européenne »

LES SOURCES DU DROIT

Traduisez avec un dictionnaire et retenez bien le vocabulaire

Les sources internationales/ nationales du droit ;

Les sources de droit principales / secondaires ;

Provenir ; entrer en vigueur ;

Ratifier, publier ; négocier ;

Prendre des engagements ; confirmer des engagements ;

Les textes communautaires : une recommandation, un avis ;

Un règlement, une directive ;

Etre obligatoire, obliger qn à f. qch ;

Etre supérieur à ;

Atteindre un résultat ;

Transposer dans ; être transposé ;

Un délai, dans un certain délai ;

Suffir, suffisamment ;

La hiérarchie des règles de droit ;

Avoir la valeur de ;

Le préambule de la Constitution ;

La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ;

Le règlement issu du pouvoir exécutif : un décret, un arrêté ;

La jurisprudence ; autoriser à ;

Une solution ; apporter une solution ;

Rendre des décisions ;

La doctrine ; la coutume, l'habitude ;

Connaître en première instance un recours ;

Appliquer une procédure;

Etudiez le texte correspondant au thème du manuel de J.-L. Penfornis

« Le français du droit »

Exercices

Dictée de contrôle des 10 expressions du vocabulaire.

Dictée grammaticale : mettez les verbes connaître, rendre, suffir à la 3-ème personne singulier du Présent, du Futur simple et de l'Imparfait de l'Indicatif

1. Insérez les termes qui manquent selon le sens :

- Pour entrer en ... en France, les traités internationaux doivent être ... et ... au Journal
- D'après ... , certains traités peuvent être ... seulement après ... du Parlement.
- Des recommandations et des avis ne sont pas
- En ... , le règlement ... directement à tous les citoyens de la Communauté et il est même ... à la loi nationale.
- La directive oblige ... à atteindre un certain ... et doit être ... dans un certain ... dans le droit national.
- La loi doit respecter ... et les traités
- Les décrets sont pris par ... ou par

- Les ... sont issus soit de ..., soit d'un préfet, soit de
- La coutume et ... sont des sources de droit
- La doctrine peut influencer ... ou le juge dans sa

2. Ajoutez un participe passé (ou quelques uns) pour compléter la phrase :

- Le traité est ...
- Les engagements sont ...
- Des recommandations et des avis sont ...
- Des règlements et des directives sont ...

- Le règlement est ... directement.
- La loi est ...
- La Constitution est ...
- La solution est ...
- Les décisions sont ...

3. Mettez en relief les termes soulignés en employant le tour présentatif « c'est ... qui » :

- Le Président de la République négocie et ratifie les traités internationaux.
 - Le Conseil et la Commission formulent les textes communautaires européens.
 - Le pouvoir exécutif élabore les règlements.
 - Des juristes, principalement des professeurs de droit, élaborent des doctrines.
-

4. Donnez la définition des termes en complétant les phrases ci-dessous :

- Un traité international est ...
 - Les recommandations et les avis sont ...
 - Les règlements et les directives sont ...
 - La loi est ...
 - Comme source de droit national, le règlement est ...
 - La jurisprudence est ...
 - La coutume est ...
 - La doctrine est un texte ...
-

Expression libre

1. Répondez aux questions suivantes :

- D’où proviennent les règles du droit ?
- Qu’est-ce qui constitue les sources internationales du droit ?
- Qu’est-ce qui est nécessaire pour qu’un traité international entre en vigueur en France ?
- Nommez les types principaux de textes communautaires européens.
- Quel type de texte communautaire est directement applicable en France ?
- Quels textes précédents ont une valeur constitutionnelle aujourd’hui en France ?
- Enumérez les sources nationales du droit .
- Quelle est la source de la jurisprudence ?
- A quelle condition une coutume ou une doctrine peut être appliquée ?

2. Développez le sujet « Les sources du droit »

L’ELABORATION ET L’ADOPTION D’UNE LOI NATIONALE

Traduisez avec un dictionnaire et retenez bien le vocabulaire

Elaborer une loi, un projet de loi, une proposition de loi ;

La loi est élaborée par... ;

Appartenir à qqn ; l’initiative de la loi appartient à ... ;

Initier un projet de loi ;

Adopter une loi ; une adoption de la loi ; la loi est adoptée par ... ;

Etre précédé de ; examiner (un projet de loi, une proposition de loi) ;
donner un avis ; discuter ; être discuté en séance publique ;
Déposer un projet de loi ;
Modifier ; être modifié par des amendements ;
D'origine = issu de ;
Approuver ; être approuvé par les deux assemblées ;
En cas de désaccord ;
Se renvoyer un texte ;
Réunir une commission mixte paritaire ;
Charger qn de faire qch ;
Mettre au point un texte commun ;
Persister ; statuer seul et définitivement ;
Promulguer ; être promulgué par le président ;
Etre publié au Journal officiel ; entrer en application ;
Etre soumis = être présenté ;
Vérifier ; l'applicabilité directe de la loi ;
La prééminance du droit commun sur le droit national ; être supérieur à ;
Protéger les droits ; invoquer ses droits = déclarer ses droits ;
Conférer à = Présenter à ;
Bénéficier de ;
Assurer les normes ; être conforme à la Constitution ;
La disposition de la législation ;
Exercer une profession.

Etudiez le texte correspondant du manuel de J.-L. Penfornis

Exercices

1. Dictée des 10 expressions du vocabulaire.

2. Dictée grammaticale : conjuguez les verbes *invoquer, conférer, mettre* au Conditionnel présent.

3. Complétez les expressions par les compléments convenables :

1. Assurer ...
2. Invoquer ...
3. Entrer en ...
4. Initier ...
5. Réunir ...
6. Etre approuvé par ...
7. Etre modifié par ...
8. Mettre au point ...
9. Vérifier ... à la Constitution.
10. Exercer ...

4. Insérez les prépositions qui manquent dans les phrases ci-dessous :

En France, l'initiative de la loi appartient ... Premier Ministre ou ... parlementaires. L'adoption ... projet .. loi ... le Conseil des ministres est précédé ... un examen ... le Conseil d'Etat. Le projet est déposé ... l'Assemblée Nationale ou ... Sénat. Il est discuté ... séance publique et modifié ... des amendements. Une commission mixte paritaire est chargée ... mettre ... point un texte commun. Avant ... promulgué ... le Président et publié ... Journal officiel, la loi peut être soumise ... Conseil constitutionnel qui vérifié sa conformité ... la Constitution.

5. Insérez les verbes dans les phrases suivantes en mettant l'infinitif à la forme passive :

Dans chaque pays, la loi **élaborer** de façon différente. Le projet de loi **initier** par le Premier Ministre. La proposition de loi **initier** par les parlementaires. L'adoption du projet de loi **précéder** d'un examen par le Conseil d'Etat. Le projet de loi **déposer** ensuite à l'Assemblée Nationale ou au Sénat. Il **discuter** en séance publique et **modifier** par des amendements. Pour être adopté, le projet de loi doit **approuver** par les deux assemblées. Une commission mixte paritaire **composer** de sept députés et de sept sénateurs. Cette commission **charger** de mettre au point un texte commun. Avant la promulgation par le Président, la loi peut **soumettre** au Conseil constitutionnel.

6. Comment dire autrement? Donnez une périphrase.

- En cas de désaccord ...
- L'initiative de la loi appartient au Premier ministre et au Parlement.
- L'adoption du projet par le Conseil des ministres est précédée d'un examen par le Conseil d'Etat.
- Des amendements d'origine parlementaire ou gouvernementale.

7. Trouvez les équivalents pour les expressions russes :

-
-
-
-
-
-
-

-

-

8. Traduisez les phrases suivantes :

-

-

.

-

-

.

-

.

-

.

-

.

-

,

,

.

-

.

-

.

-

,

-

.

-

.

,

,

.

-

,

,

.

- - ,
.
-
- .
- , ,
 ,
 , ,
 .

Expression libre

- 1. Faites le plan des procédures de l'adoption d'une loi en France en composant les phrases courtes.*
- 2. Comparez l'élaboration de la loi en France et en Russie.*
- 3. Développez le sujet « Elaboration et adoption de la loi en France »*

LES JURIDICTIONS JUDICIAIRES EN FRANCE

Traduisez avec un dictionnaire et retenez bien le vocabulaire

- Les juridictions de l'ordre judiciaire ;
- Les juridictions de l'ordre administratif ;
- Les juridictions civiles ; les juridictions pénales ;
- Les juridictions de 1^{er} degré ; de 2^e degré ;
- La cour de cassation ; la cour d'appel ; la cour d'assises ;
- La Juridiction de droit commun : le Tribunal de grande instance ;

Les juridictions d'exception : le tribunal d'instance et le tribunal de commerce ;
Le Tribunal de police ; le Tribunal correctionnel ; le tribunal d'assises ;
Rendre des jugements ; rendre des arrêts ;
Les parties au procès ;
Faire appel devant une cour d'appel ;
Se pourvoir en cassation devant la Cour de cassation ;
Se prononcer sur les faits ;
Vérifier la correcte application de la loi ;
Etre compétent pour les matières de droit (privé, civil etc) ;
Etre réservé à une juridiction ;
La tutelle ; le loyer ;
Les conflits individuels de travail ;
Juger les contraventions (= les infractions de faible importance) ;
Le délit = une infraction de moyenne importance
(un vol, un cambriolage, un pillage) ;
Le crime = une infraction grave (un meurtre, un viol) ;
Comparaître en justice pour un crime (un viol, un assassinat).

Etudiez le texte correspondant du manuel de J.-L. Penfornis.

Exercices

1. Dictée des 10 expressions du vocabulaire

2. Trouvez les termes de « la famille » juridiction, tribunal ; traduisez-les.

3. Donnez les équivalents russes pour les expressions :

- Cette instance judiciaire ne se prononce pas sur les faits.
- On peut faire appel devant une cour d'appel.

- Il y a la possibilité de se pourvoir en cassation devant la Cour de cassation
- Cette instance vérifie la correcte application de la loi.
- Cette juridiction est compétente pour les matières de droit pénal.
- Ces matières sont réservées à la Juridiction d'exception.
- Cette personne a comparu en justice pour homicide volontaire.

4. Complétez les phrases suivantes par les termes convenables :

- En France on ... les juridictions de deux types, à savoir : ... et
- Les juridictions de premier degré ... les juridictions civiles et les juridictions pénales.
- Les juridictions de 1^{er} degré ... des jugements, tandis que les juridictions de 2^e degré rendent
- Les parties peuvent ... devant une cour d'appel et de ... devant la Cour de cassation.
- La Cour de cassation ne ... pas sur les faits ; elle ... la correcte application de la loi.
- Le TGI est compétent pour de droit ... sauf celles qui sont ... à une autre juridiction.
- Le Tribunal d'instance est ... en droit ... pour les ... affaires.
- Le Tribunal de ... est compétent pour les ... de droit commercial.
- Le Tribunal de police juge
- Le Tribunal correctionnel juge
- Le tribunal d'assises juge

5. Expliquez les termes suivants, en formant une définition avec un mot générique, par exemple « le vol c'est une infraction ...» :

une contravention, un crime, un délit, le Conseil de prud'hommes, un meurtre, le Tribunal d'assises, un vol.

6. Traduisez du russe en français:

-

-

,

-

,

,

-

1-

-

2-

-

-

,

-

,

-

-

Expression libre

1. Etes-vous d'accord avec les opinions exprimées ? Si non, argumentez votre propre opinion.

Procédez en schéma argumentatif :

- *Prise de positions, formulation d'une thèse*
 - *Démonstration de la thèse par les arguments liés par les mots-connecteurs*
 - *Conclusion sur la thèse formulée*
- Le tribunal d'instance est compétent pour toutes les matières de droit privé sauf celles qui sont réservées à une autre juridiction.
 - Le tribunal de commerce est compétent pour les conflits individuels du travail.
 - Le Conseil de prud'hommes fait partie des juridictions pénales.
 - Les juridictions pénales comprennent 4 tribunaux.
 - Le Tribunal correctionnel juge les contraventions.
 - Un crime c'est une infraction de moyenne importance.
 - Un vol c'est une infraction grave.

2. Développez le sujet « Les juridictions de l'ordre judiciaire en France »

LES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES

Traduisez avec un dictionnaire et retenez bien le vocabulaire

Les juridictions administratives ;

Régler les litiges administratifs ;

Les litiges relevant de l'ordre juridictionnel administratif ;

Attribuer à la juridiction spécialisée ;

Contrôler l'administration ; la responsabilité de l'administration ;

Le contrat administratif ;

Cours administratives d'appel ;

Les juridictions spéciales ;

Les tribunaux administratifs ; les contentieux administratifs ;

La Cour des comptes ;

Les organes disciplinaires des ordres professionnels ;

Avoir recours à qch ;

Le recours pour excès du pouvoir ;

Le pourvoi en cassation ;

Porter (une) plainte ;

Etre juge d'appel, juge de cassation à l'égard de qch (des jugements des tribunaux administratifs) ;

Etre juge de premier ressort, de dernier ressort ;

Inclure ; être inclus dans la compétence de qch ;

Viser à ;

Obtenir l'annulation de qch ;

En revanche ;

Etre compétent pour connaître de (les appels, les jugements) ;

Porter un jugement sur qch, se prononcer pour/contre ;

L'audience, le procès ; intervenir au procès ;

Mettre en délibéré ;

Proposer une solution ;

L'instruction d'une affaire ;
En vertu de ses pouvoirs d'instruction.

Etudiez le texte correspondant du manuel de J.-L. Penfornis

Exercices

1. Lecture à haute voix du vocabulaire ; répétition orale ; exercice d'articulation.

2. Dictée lexicale.

3. Prononcez les phrases ci-dessous en changeant l'intonation selon l'intention d'affirmer ou d'interroger :

1. Les juridictions administratives ont pour rôle de régler les litiges administratifs et de contrôler l'administration.
2. Le Conseil d'Etat est juge d'appel ou de cassation.
3. Le Conseil d'Etat est juge de premier et de dernier ressort pour certaines catégories de litiges.
4. La cour administrative d'appel est compétente pour connaître de tous les appels des jugements des tribunaux administratifs.
5. Le tribunal administratif est compétent pour connaître des litiges relevant de l'ordre administratif.
6. La Cour des comptes est assimilée à (considérée comme) une juridiction spécialisée.

4. Dans les phrases ci-dessus posez des questions sur les termes soulignés ; donnez la réponse.

5. Trouvez les synonymes pour les expressions soulignées :

- Il est juge d'appel à l'égard des jugements des tribunaux administratifs.

- Les litiges relevant de l'ordre juridictionnel administratif.
- Il doit être saisi immédiatement.
- Les juridictions administratives ont pour rôle de régler les litiges administratifs.

6. Mettez en relief les termes soulignés à l'aide des tours présentatifs « C'est ... qui ; c'est ... que » :

1. Le Conseil d'Etat est juge d'appel ou de cassation.
2. Il est juge d'appel à l'égard des jugements des tribunaux administratifs.
3. Il est juge de cassation à l'égard des cours administratives d'appel et à l'égard des juridictions spécialisées.

7. Complétez les phrases en indiquant le sujet de la compétence juridictionnelle :

- ... est juge d'appel et de cassation pour les litiges administratifs.
- ... sont compétents pour connaître de tous les appels des jugements des tribunaux administratifs .
- La compétence de ... est exclue dans le domaine du recours pour excès de pouvoir.
- ... sont compétents pour connaître en premier ressort de tous les litiges administratifs.

8. Trouvez les équivalents russes des termes juridiques français ; composez des phrases avec ces expressions.

être saisi ; connaître de ; connaître en premier ressort ; avoir recours à ; déposer une demande ; c'est le cas ; par exemple ; de ; l'excès de pouvoir ; est ; être assimilé(e) à une juridiction spécialisée ; être considéré(e) comme une juridiction spécialisée.

9. Mettez à la forme passive les verbes des énoncés suivants et traduisez-les en russe :

- Les domaines qui (**inclure**) dans la compétence des cours administratives d'appel.
- Le Conseil d'Etat doit (**saisir**) immédiatement.
- La compétence des cours administratives d'appel (**exclure**) dans le domaine du recours pour excès de pouvoir.
- Les litiges concernant la Cour des comptes (**attribuer**) à une juridiction spécialisée.

Expression libre

1. Quel élément manque, à votre avis, à ces affirmations ?

1. Le Conseil d'Etat est juge d'appel à l'égard des jugements des tribunaux administratifs.
2. Le Conseil d'Etat est juge de cassation à l'égard des cours administratives.
3. Les cours administratives d'appel sont compétentes pour connaître de tous les appels des jugements des tribunaux administratifs.

2. Argumentez pour ou contre en employant les connecteurs que « non seulement, mais aussi », « en effet », « par contre », « car », « parce que » etc.:

- Les juridictions administratives ont pour rôle de régler les litiges administratifs.
- Le Conseil d'Etat est juge d'appel à l'égard de tous les domaines relevant de la juridiction administrative.
- Le Conseil d'Etat doit être saisi immédiatement.

- La cour administrative est compétente pour connaître du recours pour excès de pouvoir.
- La Cour des comptes relève de la compétence du tribunal administratif.
- Les contentieux administratifs fonctionnent auprès des administrations.

3. Traduisez les phrases suivantes :

1.

2.

3.

4.

5.

6.

7.

8.

9.

10.

11.

12.

13.

14.

15.

4. Développez le sujet « Les juridictions administratives en France »

LES JURIDICTIONS EUROPEENNES

Traduisez avec un dictionnaire et retenez bien le vocabulaire

La Cour de justice de la Communauté européenne (la CJCE) ;

Etre assisté à ; un avocat général ;

Le tribunal de première instance (le TPI) ;

Adjoindre à qch ;
Un membre de l'instance ;
Nommer d'un commun accord ;
Assurer le respect du droit communautaire ;
Moyennant, à l'aide de ;
Le recours en manquement ;
Introduire un recours, former un recours ;
Le recours en annulation ;
Un acte communautaire = une directive, un règlement etc. ;
Un simple particulier ; concerner directement et individuellement ;
Le recours en carence ;
Sanctionner qch ;
L'inertie des institutions de décision ;
Le recours en réparation ;
Offrir la possibilité de qch ;
Etre demandeur en première instance ;
Débouter d'une demande ;
Annuler l'appel ; infirmer l'appel ; confirmer l'appel ;
Statuer en cassation contre qn ;
Casser un pourvoi ; rejeter un pourvoi ; renvoyer un pourvoi ;
Relaxer qn ; condamner qn ; acquitter qn ;
Exercer des recours ;
La procédure ; dans le cadre d'une procédure ;
Contester un acte ;
Dans les délais imposés ;
Transposer de manière incorrecte ;
Subir un préjudice ;
Au cours de qch ; au cours d'un litige

Etudiez le texte correspondant du manuel de J.-L. Penfornis

Exercices

1. *Lecture à haute voix du vocabulaire. Répétition orale, exercices d'articulation.*

2. *Dictée lexicale.*

3. *Dictée grammaticale.*

4. *Mettez aux formes passive affirmative et négative les expressions suivantes :*

- Annuler un appel
- Infirmier un appel
- Condamner qn
- Débouter d'une demande
- Porter une plainte
- Formuler un recours
- Introduire un recours
- Déposer une demande
- Contester un acte
- Subir un préjudice
- Adjoindre à la cour
- Soumettre un litige

5. *Insérez les prépositions et les chiffres qui manquent :*

1. La CJCE est formée juges assistés avocats généraux.
2. Les avocats donnent leur avis ... les questions de droit soulevées.
3. Le TPI est adjoint ... la Cour
4. Les membres de la CJCE et du TPI sont nommés ans.

6. Traduisez :

- Les membres de ces instances, dont le siège est fixé au Luxembourg, sont nommés pour six ans, d'un commun accord des gouvernements.
- La Cour de justice des Communautés européennes, dont les juges sont assistés de neuf avocats généraux, a pour mission d'assurer le respect du droit communautaire.

7. Trouvez les équivalents russes pour les propositions françaises contenant une construction factitive « faire faire qch » :

- Le recours en manquement permet de **faire constater** par la Cour qu'un Etat membre n'a pas respecté le droit communautaire.
- Le recours en annulation a pour finalité de **faire annuler** par la Cour un acte communautaire.

8. Posez des questions sur les termes soulignés :

1. La CJCE exerce sa mission d'assurer le respect du droit communautaire moyennant le recours en manquement, le recours en annulation, le recours en carence, le recours en réparation, les pourvois et les renvois préjudiciels.
2. Seuls la Commission et les Etats membres peuvent introduire un recours en manquement.
3. Un simple particulier peut former un recours en annulation seulement dans le cas où les décisions des institutions européennes le concernent directement et individuellement.
4. L'inertie de décision signifie l'absence de propositions de la Commission ou de décisions du Conseil des ministres.
5. Les pourvois permettent de statuer en cassation contre les arrêts du tribunal de première instance.

9. Traduisez en russe :

- Vous êtes demandeur en première instance.
- Il s'est pourvu en cassation.
- Il est mis en cause devant une juridiction pénale.
- Il a fait appel.
- On a annulé son appel.
- On a confirmé son appel.
- On a infirmé son appel.
- On rejette son pourvoi.
- On casse son pourvoi.
- On renvoie son pourvoi.
- Il est condamné.

10. Traduisez du russe en français :

1. , -
-
2. -
, , , , ,
3. .
4. - ,
5. .
6. -

11. Développez le sujet « Les juridictions européennes »

LES PROFESSIONNELS DU DROIT

Traduisez avec un dictionnaire et retenez bien le vocabulaire :

Exercer un métier ; être professionnel du droit ;

Un magistrat ; les magistrats du siège ;

Un juge ; juger, prendre les décisions juridiques, les jugements ;

Appartenir à la magistrature assise ; rester assis pendant les audiences ;

Appartenir à la magistrature debout, rester debout pendant les audiences

Garantir l'indépendance ;

Etre inamovible / destituer qn de ses fonctions ; déplacer qn ;

Un avocat ; représenter son client ; défendre son client devant la cour ;

Plaider ; plaider en divorce ; le plaideur ; la plaidoirie ;

Les magistrats du parquet, les magistrats du ministère public ;

Les procureurs de la République ; réclamer justice au nom de la société ;

Un juriste d'entreprise ;

La fiscalité ;

Les assurances ;

Les brevets ;

Les Contrats internationaux

Un huissier ; un greffier ; être chargé du secrétariat du tribunal ;

Etre chargé des significations judiciaires et extrajudiciaires ;

Ouvrir une action de justice contre qn ;

Délivrer les copies des jugements (= grosse)

Un notaire ; rédiger un acte juridique ; authentifier un acte juridique ;

Signer un acte juridique ; tamponner un acte juridique ;

Conseiller les particuliers ; un juré d'assises ;

Accuser qn ; détenir qn, incarcérer qn ; la réclusion criminelle ;

Comparaître devant la cour d'assises ; un témoin ;

Commercer ; gérer qch.

Etudiez le texte correspondant du manuel de J.-L. Penforis

Exercices

1. Lecture à haute voix du vocabulaire. Répétition orale, exercices d'articulation.

2. Dictée lexicale.

3. Dictée grammaticale.

4. Lisez et traduisez ces phrases. Prononcez-les en changeant l'intonation selon l'intention d'affirmer ou d'interroger :

- Les juges appartiennent à la magistrature assise.
- Ils sont inamovibles.
- Personne ne peut les destituer de leur fonctions.
- L'avocat représente et défend son client devant la cour ou le tribunal.
- Le procureur de la République réclame la justice au nom de la société.
- Le greffier est chargé de délivrer les actes juridiques.
- Le notaire rédige et authentifie les actes juridiques notariés.
- Il conseille les particuliers.

5. Trouvez le mot selon le sens pour compléter l'expression :

- La magistrature ...
- Le juriste de ...
- Le procureur ...
- Des significations ...
- Le secrétariat du ...
- Un acte ...
- La cour de ...

- La réclusion ...
- Une action de ...
- Un professionnel de ...

6. Expliquez les définitions en complétant les phrases suivantes :

1. Les juges appartiennent à la magistrature assise parce que ...
2. Les juges sont inamovibles car ...
3. Les magistrats du ministère public appartiennent à la magistrature debout parce que ...
4. Le greffier c'est un professionnel du droit qui ...
5. Une « grosse » veut dire ...
6. L'avocat c'est un professionnel du droit qui ...
7. L'huissier c'est un professionnel du droit qui ...
8. Le notaire c'est un professionnel du droit qui ...
9. Les juges jugent, c'est à dire ...

7. Insérez les compléments qui manquent :

- On ne peut pas destituer les juges de leur ...
- Les avocats représentent et défendent ... devant
- Les procureurs de la République réclament ... au nom de la
- Les juristes d'entreprise travaillent le plus souvent
- Ils sont spécialisés dans
- Les huissiers informent ... sur ... , ouverte contre eux.
- Les notaires rédigent et authentifient

8. Insérez les termes qui manquent :

1. Le rôle des procureurs de la République est de
2. Les juges ont pour fonction de
3. Les avocats sont compétents pour
4. Les huissiers sont chargés de ...

5. Les greffiers sont chargés de
6. Les notaires sont compétents pour

9. Traduisez ces phrases en français :

1. .
2. .
3. .
4. .
5. .
6. 15 .
7. .
8. .
9. .
10. .
11. , , , .
12. .
13. .
14. .
15. .
16. .

10. Traduisez ces textes en français :

- . 50 180
- . 14 , ,

Expression libre

1. Parlez de l'activité d'un des spécialistes que vous avez observée pendant votre stage professionnel

2. Développez le sujet « Les professionnels du droit »

L'IDENTIFICATION DES PERSONNES JURIDIQUES

Traduisez le vocabulaire avec un dictionnaire et retenez-le bien

La personnalité juridique ; la personne physique ; la personne morale ;

Exercer des droits ;

Remplir des obligations (les charges) ;

Apprécier qch ;

Le patrimoine ; constituer le patrimoine ;

L'inscription; s'inscrire à ;

La communauté territoriale ;

Un établissement public ;

Une société ;

Réaliser les bénéfices ; partager les bénéfices ;

Avoir un but lucratif / non lucratif ;

Etre affecté à (aux buts) ;

Le syndicat (le CGT, (le syndicat) FO) ;

Les ordres professionnels ;

S'affilier à ;

Avoir un pouvoir réglementaire et disciplinaire ;

Le majeur / le mineur ;

L'émancipé.

Exercices

1. Lecture à haute voix du vocabulaire, répétition orale, exercices d'articulation.

2. Dictée lexicale.

3. Dictée grammaticale.

4. Formez les verbes à partir de ces substantifs :

- L'inscription
- La dissolution
- La naissance
- La gérance
- Le partage

5. Associez les noms aux adjectifs convenables selon le sens :

- une personnalité ...
- une personne ...
- un organisme ...
- une collectivité ...
- un but ...
- une association ...
- un pouvoir ...

6. Trouvez l'antonyme pour les mots ci-dessous :

- apparaître
- naître
- lucratif
- le survivant
- le mineur
- le compatriote

7. Insérez les prépositions qui manquent :

- Les droits et les obligations sont appréciables ... argent.
- La personnalité juridique des personnes physiques apparaît ... la naissance.
- Les sociétés ont ... objectif ... réaliser des bénéfices.
- Des bénéfices seront affectés ... buts visés ... l'association.
- Les personnes morales existent ... leur inscription ... organisme administratif.
- Elles disparaissent ... la dissolution de ces organismes.

8. De quels verbes sont dérivés ces adjectifs ? Indiquez ce verbe et précisez la signification des suffixes « -able », « -ible ». Traduisez les adjectifs suivants et ensuite donnez leur périphrase en français :

- appréciable
- visible
- séparable
- opérable
- inoubliable
- profitable
- faisable
- estimable

9. Traduisez en français en employant les adjectifs en « -able », « -ible » :

- .
- .
- .
- .
- .
- .

10. Dites autrement en employant les adjectifs en « -able », « -ible » :

- Une chose qui peut être déplacée
- Le droit qui peut être utilisé
- Le patrimoine qui peut être estimé en argent
- Une personne qui peut être respectée
- Le séjour dont on peut profiter
- Une faute qu'on ne peut pas pardonner

11. Donnez la définition des termes suivants :

1. L'établissement public
2. La société
3. L'association
4. Le syndicat
5. L'ordre professionnel

Expression libre

1. Argumentez pour ou contre :

1. Une personne physique est un être humain émancipé.
2. Une personne morale est une personne majeure.
3. Pour le droit public les personnes morales sont les administrations publiques, les établissements publics et les sociétés.
4. Les associations ont un but lucratif.
5. La commune présente une collectivité territoriale.

2. Répondez aux questions suivantes :

- Dans quel domaine distingue-t-on deux catégories de personnes ?
- Lesquelles ?
- Qu'est-ce qui est propre aux personnes juridiques ? Comment sont-ils identifiées ?
- Le patrimoine d'une personne, comment est-il appréciable ?
- Quelles sont les limites d'existence de la personnalité juridique d'une personne physique ?
- Et d'une personne morale ?
- Comment les personnes morales sont représentées dans le droit public ?
- Et dans le droit privé ?
- Citez des exemples en administration publique.
- Quel type d'activité gèrent les établissements publics ?
- En quoi consiste l'objectif des sociétés ?
- Quelle est la différence entre une société et une association ?
- En quoi consiste le but principal des syndicats ?
- De quel type de pouvoir disposent les ordres professionnels ?

**3. Traduisez ces textes du russe en français. Reproduisez – les.
Développez – les.**

1.

A. – , ?

B. - , ,

· , ,

·

· – , -

?

2.

4. Développez le sujet « Identification des personnes juridiques »

LES DIFFERENTS DROITS DE LA PERSONNE

Traduisez avec un dictionnaire et retenez bien le vocabulaire :

Des droits patrimoniaux ; des droits extr -patrimoniaux ;

Les droits réels ; les droits de la famille ;

Les droits personnels ; les droits de la personnalité ;

Les libertés publiques ; l'honneur de la personne ; la dignité de la personne ;

Le droit de propriété ; protéger et aménager les droits ;

Un meuble ; un immeuble ;

Le créancier ; le débiteur.

Exercices

1. Lecture à haute voix du vocabulaire.

2. Répétition orale ; exercices d'articulation.

3. Dictée lexicale.

4. Dictée grammaticale

5. Prononcez les phrases en changeant l'intonation selon l'intention d'affirmer ou d'interroger.

- Une personne a deux types de droits.
- Les droits patrimoniaux sont estimables en argent.
- Les droits extra-patrimoniaux non sont pas appréciables en argent.
- Les droits patrimoniaux comprennent des droits réels et des droits personnels.
- Les droits extra-patrimoniaux embrassent les droits de la personnalité, les droits de la famille et des libertés publiques.
- Le droit personnel concerne le droit qu'une personne a sur une autre personne.

6. Insérez les prépositions qui manquent :

- Des droits extra-patrimoniaux, qui sont attachés ... la personne, ne sont pas appréciables ... argent.
- Des droits qu'une personne exerce ... une chose.
- Le droit ... propriété permet ... utiliser, ... louer ... ou ... vendre la chose.
- Des droits qu'une personne a ... une autre personne.
- Le droit ... garde des enfants.
- Le droit ... l'éducation.
- La liberté ... aller et venir.
- La liberté ... voter.

7. Trouvez les mots de la « famille » du mot louer. Expliquez le terme « sous-louer le bail ».

8. Ecrivez la dictée des phrases présentées ci-dessous. Traduisez-les en russe :

1. Les droits attachés à la personne peuvent être de types différents.
2. Les droits patrimoniaux sont estimables en argent.
3. Les droits qu'une personne exerce sur une chose s'appellent les droits réels.
4. Le droit de propriété permet d'utiliser, de louer ou de vendre la chose.
5. Les droits qui permettent de faire respecter tous les éléments de sa personnalité.
6. Les libertés publiques incluent la liberté d'aller et venir, de travailler, de se marier, de voter, de se réunir.
7. Comme exemple des droits de famille citons le droit de garde des enfants, le droit d'assistance entre époux, le droit à l'éducation.

9. Développez le sujet « Les différents droits de la personne »

LE DROIT DE PROPRIÉTÉ

Vocabulaire terminologique

Le droit de propriété ; le droit de jouir et disposer des choses –

;

Le propriétaire ; être le propriétaire de qch ; qch appartient à qn –

La propriété, justifier = prouver sa propriété -

Avoir une prérogative sur qch. -

Le contenu du droit de propriété – ;

Acquérir le droit, exercer le droit sur qch, conserver le droit, perdre le droit – ;

Le droit d'user – ;

Le droit de percevoir les revenus (les fruits) – ;

Percevoir les loyers – , ;

Le droit de disposer – ;

Le droit d'usufruit – ;

Le droit de nue-propiété – « » ;

Les restrictions au droit de propriété – ;

Les servitudes légales- ;

Les devoirs de bon voisinage – ;

Les impératifs de l'intérêt général – ;

Une maison en viager – ;

Une charge – , ;

Imposer une charge à qn - ;

Exiger un droit – ;

Le droit de passage – ;

Nuire à qn - .- . ;

Abuser de qch, abus de droit – ;

;

Exercer le droit de façon abusive – ;

Exercer le droit de façon excessive – ;

Causer des inconvénients anormaux – ;

Porter des atteintes (la restriction) au droit = restreindre le droit – ;

;

Une expropriation – ; une nationalisation – ;

Un impôt, payer des impôts – , ;

Un fonds – , .

Vocabulaire non terminologique

Conférer qch à qn, à qch - .- .- .;

Etre privé de –

Durer -

Louer (la maison) – ,

Afin que = pour que – , (+ Subjonctif)

Un passage, laisser le passage, accorder un passage –

, , ;

Accéder à la route – ;

Au profit de qqn, de qch – - , - ;

Normal / anormal – , / ,

;

Figurer sur le plan – , ;

Etre enclavé (e) = être enfermé (e)–

Une issue – ; le trajet – ;

Suffire ; suffisant / insuffisant – ;

/ ;

Etre fondé à réclamer qch – - ;

Assurer la desserte de ses fonds –

;

Dommer ; dommeable - , ;

Effectuer les fouilles - .

Exercices

1. Prononcez bien en français :

- le propriétaire
- acquiert
- inconvénient
- excessif
- loyer

- essayer
- en viager
- usufruit
- atteinte
- expropriation
- nationalisation

2. Traduisez les verbes restreindre, acquérir, accéder, percevoir, nuire, hériter et conjuguez - les au Présent, au Futur simple et au Passé composé de l'Indicatif.

3. Traduisez du russe des phrases suivantes :

1.

2.

4.

5.

6.

7.

8.

9.

4. Trouvez des équivalents des expressions françaises :

1.

2.

3.

4.

()

- 5.
- 6.
7. ,
- 8.
- 9.
- 10.
- 11.
- 12.
- 13.
- 14.

5. Choisissez selon le sens les verbes suffire, conférer, acquérir, percevoir, nuire et mettez-les au temps convenable en faisant attention à l'action indiquée entre parenthèses :

1. Il ... le droit de vendre la maison (une action passée)
2. S'il plante ces arbres, il ... à son voisin (une action future)
3. Le droit de propriété lui ... la prérogative de percevoir tous les revenus du fond (une action passée).
4. Si l'issue du bâtiment ne ... pas pour entrer et sortir librement, le propriétaire est fondé à réclamer un passage plus grand (une action présente).
5. Selon le droit d'usufruit, m. X., comme vendeur d'une maison en viager, ... tous les fruits (une action future).

6. Formez les substantifs à partir des verbes ci-dessus en consultant un dictionnaire et traduisez-les :

1. **restreindre** le droit
2. **acquérir** le droit
3. **dommager** son voisin
4. **abuser** du droit
5. **causer** des inconvénients

6. **durer**
7. **passer**
8. **louer**
9. **disposer**
10. **vendre**
11. **atteindre**
12. **introduire**

7. *Employez le nom à la place de l'infinitif dans les phrases suivantes :*

- Le droit de propriété prévoit certaines (restreindre) ou même de sérieuses (atteindre).
- Au cas de l'achat d'une maison en viager il s'agit seulement de (acquérir) du droit de vendre la maison.
- Si un propriétaire fait (dommager) a son voisin il doit être sanctionné.
- (Abuser) du droit de propriété amène des sanctions.
- Parfois les actions excessives d'un propriétaire peuvent être (causer) des inconvénients chez son voisin.
- (Durer) des audiences aujourd'hui est extraordinaire.
- Le propriétaire et le commerçant ont discuté les condition de (louer) du local.

8. *Dites le contraire :*

1. **conserver** le droit
2. **vendre** la maison
3. **la nationalisation**
4. un passage **insuffisant**
5. une desserte **partielle**
6. **normal**
7. **suffisant**

9. Dites autrement :

1. Une servitude
2. Percevoir les revenus
3. Je possède ce bien ;
4. Cette chose lui appartient
5. Le droit est un ensemble de règles qui s'imposent à tous.

10. Exprimez vos idées à l'aide des phrases passives :

1. les servitudes légales, imposer, à, tous;
2. le respect du code de la route, contrôler, les gendarmes;
3. le droit de propriété, exercer , de façon abusive;
4. l'immeuble, exproprier, sur une décision judiciaire;
5. une servitude, introduire, à juste titre;
6. la maison, vendre, à prix bas;
7. une servitude, exercer, au profit, du, voisin.

11. Comment dire en français

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.
- 5.
- 6.
- 7.
- 8.

9.

12. Remplacez les subordonnées au subjonctif par les constructions infinitives selon le modèle :

Il est heureux qu'il ait reçu en héritage une grande fortune.

Il est heureux d'avoir reçu en héritage une grande fortune.

1. Il est content qu'il ait perçu de grands revenus.
2. Il est indispensable que le propriétaire exerce son droit de façon convenable.
3. Il est nécessaire que la servitude de passage soit réalisée.
4. Il est utile qu'il consulte son avocat.
5. Il est obligatoire que le loyer soit payé à temps.
6. Il faut que les devoirs de bons voisinages soient respectés.
7. Le gouvernement veut que la société RAO soit privatisée.
8. Je regrette que je n'aie pas pris en compte votre conseil.
9. Nous sommes satisfaits que nous ayons réussi.
10. Il faut qu'on laisse le libre passage à cet immeuble.
11. Il faut qu'on fasse tous les documents convenablement.
12. Il faut qu'on introduise des restrictions au droit de propriété.
13. Il est nécessaire qu'on introduise des règles de sécurité plus strictes.

13. Traduisez du français en russe les phrases suivantes faisant attention à la construction au subjonctif et la locution *afin que* (= pour que):

1. Il l'a fait afin que ses parents soient enfin satisfaits.
2. La servitude de ne pas bâtir est exercée afin que la maison voisine ne soit pas privée d'air et de lumière.
2. Il a enregistré la vente de la maison afin que ses héritiers n'aient pas de raison de déposer une demande en justice contre lui .
3. Il a vendu sa résidence secondaire afin que son épouse soit enfin satisfaite.

Modifiez ces phrases en remplaçant la subordonnée par la construction avec l'infinitif.

*Modèle : Il l'a fait **afin que** ses parents **soient** satisfaits / Il l'a fait **afin de satisfaire** ses parents. Attention : la modification peut concerner la grammaire aussi bien que le lexique.*

14. Traduisez en français :

- ,
- .
- .
- ,
- ,
- ,

Expression libre

1. Expliquez les expressions :

1. Une servitude de ne pas bâtir veut dire ...
2. La servitude de passage, c'est à dire...
3. Agir de façon abusive par rapport à son voisin, c'est à dire ...
4. Agir de façon excessive par rapport à son voisin, c'est à dire...

2. Ecrivez quelques phrases courtes en développant les thèmes présentés dans ces expressions :

1. une information importante
2. les nouvelles financières
3. le fragrant délit
4. un indice
5. le manque d'argent

3. Développez les phrases suivantes :

1. La police croit que ...
2. Le juge croit que ...
3. Le propriétaire affirme que ...
4. L'acheteur demande si ...
5. Le témoin informe que ...

4. Observez l'emploi des adjectifs aux degrés de comparaison différents :

1. C'est une question importante.
2. La deuxième question est plus importante que la première.
3. C'est la question la plus importante.

4. C'est la meilleure des propositions.
5. C'est la meilleure proposition que j'aie jamais reçue.
6. On ne trouve pas de pires témoins.

5. Traduisez en prêtant attention aux degrés de comparaison des adjectifs :

1. .
2. .
3. .
4. , -
5. .
6. .
7. .
8. .
9. .
10. .
11. .
12. .
13. .
14. .

6. Complétez les phrases par les mots et les expressions qui manquent :

1. Le droit de propriété ... à son ... toutes les ... que l'on peut avoir .. une chose.
2. On lui a imposé ... de ne pas bâtir afin que la maison voisine ne soit pas d'air et de lumière.
3. Il est obligé de laisser un passage dans son jardin potager au ... d'un voisin enclavé.
4. Comme propriétaire d'une entreprise, il peut ... les revenus qu'elle apporte.

5. Cette personne est propriétaire d'une maison en ... et c'est pourquoi il ... le droit de
6. Une servitude est ... imposée à un ... au profit d'un immeuble ..

7. Réunissez les expressions des deux parties opposantes par un lien logico-grammatical dans une seule phrase en employant toutes sortes de mots connecteurs ou en ajoutant les constructions verbales selon le sens:

1. *Le droit de propriété / Son titulaire, le propriétaire, toutes les prérogatives sur une chose.*
 2. *Le contenu du droit de propriété / Le droit d'user, le droit de percevoir les revenus, le droit de disposer.*
 3. *Le droit d'usufruit / Le droit d'user, le droit de percevoir les revenus*
 4. *Le droit de nue propriété / le droit de disposer.*
 5. *Le droit d'user / le propriétaire d'un terrain peut y faire des fouilles, planter un jardin, bâtir un immeuble ou bien le laisser intact.*
 6. *Les restrictions au droit de propriété / les servitudes légales, les devoirs de bon voisinage, les impératifs de l'intérêt général.*
-

8. Traduisez en français :

1. _____ , _____ , _____ , _____ .
2. _____ , _____ , _____ , _____ .
3. _____ « _____ » _____ .

4. ,
- ,
- ,
5. « » ,
- .
- 6.
- .
7. ,
- ,
- .
8. , ,
- .
9. ,
- ,
- ,
- .
10. , ,
- .
11. , ,
- .
12. , ,
- ,

9. Donnez la définition des termes suivants :

1. Le droit d'usufruit veut dire...
2. Un titulaire veut dire une personne ...
3. Une servitude signifie ...
4. Exercer son droit de façon abusive veut dire ...
5. Excercer son droit de façon excessive signifie ..
6. Le droit de nue propriété signifie ...

10. Précisez ces affirmations en employant les expressions suivantes: notamment, il est à noter que, c'est à dire que

1. Le droit de propriété confère à son titulaire toutes les prérogatives sur une chose.
2. Le contenu du droit de propriété est présenté par le droit d'user, le droit de percevoir les revenus, le droit de disposer.
3. Un propriétaire ne doit pas exercer son droit de propriété de façon abusive et excessive.

11. Commentez l'article 544 du Code civil français :

La propriété confère « le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue »

12. Prouvez que le droit de propriété confère à son titulaire des prérogatives étendues.

13. Questions de contrôle :

1. Donnez la définition du droit de propriété.
2. Combien de temps dure le droit de propriété ?

3. Quels droits confère le droit de propriété à son titulaire ?
4. Comment un propriétaire peut exercer son droit sur un chien ? sur sa fortune ? Sa résidence secondaire ?
5. Qu'est-ce que confère le droit d'usufruit au propriétaire d'une maison en viager ?
6. Quel droit acquiert l'acheteur d'une maison en viager ?
7. Est-ce que le droit de propriété peut-être restreint ? Comment ?
8. Qui a le droit de porter atteinte au droit de propriété au nom de la société ?
9. Citez des exemples des impératifs de l'intérêt général.
10. Si un propriétaire nuit à son voisin, comment classifie-t-on ses actions ?
11. Pouvez-vous témoigner des faits d'exercer le droit de propriété de façon excessive de la vie quotidienne ?
12. Quels sont les articles du Code civil qui stipulent les règles de droit de propriété ?
13. De quoi parle l'article 544 du Code civil français?

14. Résumez par écrit en 5 phrases l'information sur le droit de propriété. Comparez le contenu du droit de propriété en France et en Russie. En quels cas concernant le droit de propriété peut-on présenter une requête ?

LA COMPOSITION D'UN FONDS DE COMMERCE

Retenez le vocabulaire

Le fonds – 1) _____ , _____ ; 2) _____ , _____ ; 3) _____ ;
 Le fonds de commerce – _____ - _____ (_____) ;
 Le fonds de roulement – _____ ;
 Le fonds social – _____ ;

Les biens corporels – ;
 Les biens incorporels – ;
 Le matériel = le capital fixe – ;
 La marchandise ; les marchandises = les stocks – ;
 Les matières premières – ;
 Les produits semi-finis – ;
 Le capital circulant – ;
 La clientèle – ;
 Le chiffre d'affaires – ;
 Le nom commercial – ;
 L'enseigne – ;
 Personnaliser l'établissement – ,
 ;
 Le droit au bail – ;
 Le droit de renouvellement de bail -
 ;
 L'expiration du contrat de bail, du contrat de location –
 ;
 Le droit de cession de bail – ;
 Les droits de propriété industrielle –
 ;
 Le brevet d'invention, dessins et modèles – ,
 ;
 La marque de fabrique – , ;
 L'Institut National de la propriété industrielle = l'INPI –
 () ;
 Exploiter – , ;
 Toucher qch. – - ;
 Servir à qch – - ;

Etre prêt (-e) à – .- . ;
 Circuler – , ;
 Constituer – ;
 En fait – ;
 L'élément essentiel – ;
 En fonction de – ;
 Indiquer – ;
 Céder – ;
 Conférer qch à – - e - - .

Exercices

1. Formez les substantifs à partir des verbes suivants :

1. exploiter
2. servir
3. produire
4. valoir
5. appeler
6. personnaliser
7. établir
8. dessiner
9. demander
10. refuser
11. renouveler
12. cesser
13. posséder
14. composer

2. Trouvez les synonymes pour les mots soulignés :

- Le commerçant exploite un fonds de commerce.

- Des biens qui servent à l'exploitation du fonds de commerce font son matériel.
- Les choses matérielles, on peut les toucher.
- Le fonds de commerce se compose de biens corporels et de biens incorporels.
- La structure du fonds de commerce est binaire.

3. Dites autrement et plus brièvement

- Le matériel, ce **sont des biens qui servent à l'exploitation du fonds.**
- Les marchandises, ce **sont des produits prêts à la vente.**
- Les éléments incorporels présentent **la clientèle, le nom commercial ; l'enseigne, le droit au bail et les droits de propriété industrielle.**
- **L'activité commerciale.**
- Les **produits prêts à la vente, matières premières et les produits semi-finis** font le stock de l'affaire commerciale.

4. Traduisez en français :

1. _____ ,
2. _____ .
3. _____ (_____) _____ :
4. _____ ,

5.

6.

7.

8.

9.

10.

11.

12.

13.

14.

15.

16.

5. A l'aide des expressions ci-dessous, développez le sujet « La composition d'un fonds de commerce »

1. l'affaire que le commerçant exploite
2. des biens corporels
3. des biens incorporels
4. les éléments corporels
5. le capital fixe
6. le capital circulant
7. les éléments incorporels
8. la clientèle
9. le nom commercial
10. l'enseigne
11. le droit au bail
12. le droit au renouvellement de bail
13. le droit de cession de bail
14. les droits de propriété industrielle

6. Exprimez par écrit votre propre opinion à propos de l'infraction la plus grave dans le domaine du droit commercial et le punissement le plus grave qu'elle peut provoquer. Vous pouvez commencer par les mots suivants « A mon avis, la plus grave infraction du droit commercial c'est ... »

7. Questions de contrôle sur le sujet

1. Donnez la définition du fonds de commerce.
2. Nommez deux parties constituantes du fonds de commerce.
3. En quoi consiste la différence entre les biens corporels et les biens incorporels ?
4. De quoi se composent les éléments corporels ?
5. A quoi sert le matériel ?

6. De quoi se compose le stock du fonds de commerce ?
7. Comment s'appelle autrement le stock du fonds de commerce ?
8. Est-ce que la clientèle fait un élément important du fonds de commerce ?
Pourquoi ?
9. Est-ce obligatoire d'avoir un nom commercial ? Citez des exemples des noms commerciaux des entreprises que vous connaissez.
10. Sous quelles formes l'enseigne peut exister ?
11. A quoi sert l'enseigne ?
12. A quelle condition un commerçant a le droit de demander le renouvellement du contrat de bail ?
13. Quel avantage confère le droit de cession de bail au commerçant locataire ?
14. En quoi consiste le droit de propriété industrielle ?
15. Où les brevets d'invention doivent-ils être enregistrés en France ?
16. Comparez le droit de propriété industrielle en France et en Russie.

8. Résumez en 15 phrases par écrit le sujet « Composition du fonds de commerce »

LES OBLIGATIONS

Vocabulaire à retenir

- La source des obligations – ;
- Les obligations légales – , ;
- Les obligations contractuelles – , ;
- Les obligations délictuelles ou quasi délictuelles – , ;
- Le contenu des obligations – ;
- Avoir pour objet une chose déterminée à son espèce – , ;
- Obliger qn à faire qch – .- . .- . ;

- S'obliger à faire qch, – .- . ;
- Etre tenu de faire qch - . . ;
- S'engager auprès de qn à faire qch – .- .
- .- . ;
- L'obligation de faire – .- . ;
- L'obligation de ne pas faire – . . ;
- L'obligation de donner – , ;
- Faire une donation (entre vifs) – () ;
- Faire un testament – ;
- Etre sain d'esprit – ;
- L'objet des obligations – ;
- L'obligation de moyens – , ;
- L'obligation de résultat – , ;
- Payer des impôts – ;
- Une faute intentionnelle / non intentionnelle – / ;
- L'obligation de réparer le dommage – ;
- Calomnier qn – .- . ;
- Indemniser celui qui est calomnié – .

Vocabulaire non terminologique

- Bâtir sur un terrain – ;
- Livrer une marchandise – ;
- Transporter une marchandise – ;
- Arriver à un résultat = atteindre un certain résultat – , ;
- Soigner un malade – ;
- Il est défendu / il est interdit de faire qch – . . ;

Fréquent, fréquemment – , ;
 Mutuel, mutuellement – , ;
 Mentionner qch – .- . ;
 Un gardien – , ;
 Veiller à qch – , .- . ;
 Porter secours à une personne en danger –
 ;
 Respecter une distance minimale de –
 ;
 Dater qch – .- .

Exercices

1. Lisez en respectant bien les règles de prononciation :

- payer – paiement - paie – payons – payez – payé
- délit – quasi-délit – délictuel
- intention – intentionnalité – intentionnel
- terrain – terraine - souterrain
- moyen – moyennant
- soigner – soin – soigneusement
- guérir – guérison – guérit
- veiller- veilleur – veillée
- concurrent – concurrence – concurrencer
- secours – secourir
- mutuel – mutuellement
- mention – mentionner
- fréquent – fréquente – fréquemment
- atteindre – atteinte – atteignons
- calomnie – calomnier
- indemniser - indemnité

2. Terminez la phrase avec les mots qui manquent selon le sens en consultant le vocabulaire ci-dessus :

1. Les obligations ont leurs propres
2. On distingue trois types d'obligations selon leur
3. Ce sont des obligations ..., des obligations ... et les obligations
4. La loi fait naître des obligations
5. Le contrat fait naître les obligations
6. Le délit et le quasi-délit font naître des obligations
7. Le délit est une faute
8. Le gardien
9. Il promet d'atteindre ...
10. Le commerçant doit payer
11. L'acheteur s'oblige à payer
12. Un médecin est tenu à ... le malade.
13. Les parties contractantes s'obligent ... à respecter le contrat.

3. Formez un ou plusieurs substantifs à partir des verbes suivants :

- obliger
- naître
- garder
- secourir
- bâtir
- indemniser
- payer
- vendre
- composer
- promettre
- autoriser
- valoir

- calomnier
- gérer

4. Exprimez le même sens en transformant la phrase selon le modèle ci-dessous. Expliquez la nature de la transformation grammaticale qui en résulte.

Modèle : La lettre de voiture **doit** être payée / **Il faut** que la lettre **soit** payée.

1. Les impôts doivent être payés.
2. Le billet de transport doit être payé.
3. Le loyer doit être payé.
4. Le donateur doit être sain d'esprit
5. Le gardien doit veiller à ce que les voleurs n'entrent pas.
6. Le commerçant doit respecter les règles de la concurrence.
7. Le propriétaire du terrain doit respecter la règle sur la distance minimale.
8. La personne calomniée doit être indemnisée.

5. Questions à discuter :

1. Quelles sont les sources des obligations ?
2. La loi quel type d'obligation fait – elle naître ? Citez des exemples de ce type d'obligations.
3. Comment sont définies les obligations issues d'un contrat ? Citez –en des exemples.
4. En quoi consiste la différence entre une obligation délictuelle et une obligation quasi-délictuelle ?
5. Formulez 3 composants du contenu des obligations à l'aide des verbes « faire » et « donner ».
6. En quoi consiste l'obligation de moyens ?
7. En quoi consiste l'obligation de résultats ?

8. Quelles obligations sont issues (conditionnées) par le devoir de bon voisinage ? Où sont fixées ses obligations ?
9. En quoi consiste la responsabilité civile des sociétés de transports ?
10. En quoi consiste la responsabilité civile des voyageurs ?
11. Comment l'administration de la SNCF doit assurer le service public de transport ?
12. Qu'est-ce qu'on peut reprocher à l'administration de la compagnie de chemins de fer dans notre pays du point de vue de ses obligations ?

6. Résumez en 5 phrases le sujet « Les obligations des personnes juridiques ».

LA FORMATION DU CONTRAT

Vocabulaire à retenir :

- Un contrat – , ;
- Former/ conclure un contrat – / ;
- Un accord de volontés – , ;
- La manifestation des volontés – ;
- Etre valable /être nul – / ;
- La condition, conditionner – , ;
- Requérir qch = atteindre qch - .- . ;
- Faire défaut – , ;
- Déterminer – ;
- Etre déterminant pour qch – .- . ;
- Etre déterminé par qch – , .- . ;
- Il est censé – , ; , ... ;
- Exister – ;
- Le consentement – ;

Le consentement des parties – ;
 Une offre – ; offrir qch – .- . ;
 Une acceptation – ;
 Accepter de faire qch – .- . ;
 La qualité – ;
 La quantité – ;
 Etre intègre – / ;
 Un vice – , , , ;
 Etre vicié / être non vicié –
 , / ;
 Porter atteinte à qch – , ;
 Une erreur – , ;
 Induire en erreur – ;
 Le faux – , ;
 Etre faux – ;
 Le dol = la tromperie – ;
 La violence – ;
 Etre juridiquement capable / incapable –
 / ;
 L'objet du contrat – ;
 Porter sur un objet – ;
 Une prestation – ;
 Etre personnel – ;
 Etre licite/ illicite – , \ ;
 S'engager à faire qch – .- . ;
 Etre obligé de faire qch – .- . ;
 Un viticulteur – ;
 Assassiner qn, un assassin – .- . , ;
 Une cause = une raison – ;
 Un mobile – / ;

Une publicité – ;
 Une publicité mensongère – ,
 ;
 Sur la foi de qn, de qch – .- ., .- . ;
 Sous la menace – .

Exercices

1. Travaillez avec un dictionnaire de droit français-russe.

a) Interprétez les termes de droit suivants :

<i>Erreur, f</i>	<i>Vice, m</i>	<i>Faux, m</i>
l'erreur sur la cause	un vice apparent	un faux document
une erreur de droit	un vice caché	un faux total
une erreur judiciaire	un vice de procédure	le faux-monnayage
l'erreur sur la personne	un vice propre	un faux-monnayeur

b) Observez la différence de deux termes : une faute et une erreur

une faute – 1. ; 2. ; 3. , .

une erreur – 1. , .

Une faute civile

Une faute commune

Une faute disciplinaire

Une faute de service

Une faute intentionnelle

Une faute de négligence

Une faute quasi-délictuelle

2. Indiquez les antonymes pour :

- licite
- capable
- le désaccord
- vicié
- valable
- apparent

3. Trouvez les équivalents pour les expressions suivantes :

- Certaines conditions sont nécessaires.
- Une des conditions manque.
- Cette condition est extrêmement importante dans la formation du contrat.
- Ce contrat n'est pas valable.
- Un tel contrat est présumé n'avoir jamais existé.
- Le consentement doit être non vicié.
- Un enfant ne peut pas former seul un contrat.
- La raison du contrat doit être licite.
- Il est censé que ce contrat n'a jamais existé.
- Un contrat a un objet.

4. Indiquez le deuxième composant nécessaire pour former le rapport juridique correspondant :

1. une partie contractante - ...
2. une offre – ...
3. une chose vendue par le vendeur - ...
4. un engagement –

5. Traduisez les termes et les expressions suivants en français :

-
-

-
- ,
-
- ,
-
-
-
-
-

6. Terminez la phrase avec les mots qui manquent selon le sens

- Un contrat est un accord de
- Le contrat fait naître
- Le consentement doit être
- Les parties doivent être
- L'obligation de chaque partie doit avoir
- L'objet doit ..., ..., ...,
- La cause doit être

7. Expliquez les notions suivantes en employant une périphrase :

Modèle : *La manifestation des volontés. La manifestation des volontés des parties contractantes veut dire la manifestation de leurs intentions.*

1. Un contrat
2. Un consentement intègre
3. L'objet du contrat
4. La cause du contrat

8. Développez au maximum les phrases ci-dessous par les compléments :

- Un contrat est un accord.
- Il faut une offre et une acceptation.
- Les vices peuvent porter atteinte au consentement.
- L'obligation doit avoir un objet.

9. Liez logiquement les deux parties proposées de façon à former une phrase :

- | | |
|--------------------------------|---------------------------------------------------------|
| 1. Le consentement des parties | L'existence du consentement, la qualité du consentement |
| 2. Le contrat | La capacité des parties |
| 3. Un contrat | des conditions requises |
| 4. L'obligation des parties | un objet du contrat |
| 5. Un consentement vicié | une des trois vices : l'erreur, le dol, la violence |
| 6. Un enfant | juridiquement incapable |
| 7. La clause du contrat | un mobile |
| 8. Le contrat | des obligations |
| 9. Le contrat | une offre et une accep |
| 10. Le contrat | une cause licite |

10. Traduisez en français :

1. ,
2. , .
3. ..
4. , .
5. .
6. .
7. , ,
8. , .
9. .
10. ,

11.

12.

().

13.

14.

15.

16.

17.

18.

19.

20.

11. Développez le sujet « La formation du contrat »

LES PRINCIPAUX CONTRATS

Traduisez avec un dictionnaire et retenez bien le vocabulaire

Emprunter à la banque – rendre, restituer la somme empruntée ;

Les actes de la vie courante ;

Le contrat de vente ;

Le contrat de bail ;
Le contrat de transport ;
Le contrat de prêt ;
Le contrat de donation ;
Le contrat de société ;
Le contrat de travail ;
Le contrat d'entreprise ;
Le contrat d'assurance ;
L'obligation principale ;
Le vendeur – l'acheteur ;
Le bailleur – le locataire (= le preneur) ;
Une rémunération ; verser une rémunération ;
Donner l'usage d'une chose à une autre personne ;
Le transporteur (= un voiturier) - un passager, des marchandises ;
Expédier des marchandises ;
Livrer une marchandise; la livraison ;
Le prêteur – l'emprunteur ;
Restituer une chose à une date convenue ;
Le donateur – le donataire ;
Transférer sans contrepartie ;
Un associé ;
Partager des bénéfices et des pertes ;
L'employeur – le salarié ;
Employer les salariés ;
Un travailleur indépendant – un client ;
Exécuter un travail ;
Une prime, une cotisation ;
L'assureur – l'assuré ;
Le souscripteur (= le signataire du contrat) ;
Verser une indemnité ;

Un événement ;
Se réaliser ;
Un risque ;
Un accident ;
Un décès ;
Faire des réductions (= la remise) ;
Agir en vertu du mandat .

Exercices

1. Lecture à haute voix du vocabulaire.

2. Répétition orale, exercices d'articulation.

3. Dictée lexicale.

4. Trouvez les synonymes pour les expressions suivantes :

- agir **en vertu** du mandat
- faire **la remise** sur une chose
- **un décès**
- **exécuter** un travail
- **un transporteur**
- Les actes de la vie **se traduisent** par la formation d'un contrat.
- L'acheteur **s'engage** à payer le prix de la livraison.
- Un travailleur indépendant s'engage, **moyennant** une rémunération, à exécuter un travail au profit de son client.

5. Complétez les phrases par les termes qui manquent :

- A. Le vendeur s'oblige à ...
- B. L'acheteur s'engage à ...
- C. Le bailleur donne l'usage de ...

- D. Le locataire s'oblige à payer ...
- E. Le transporteur s'engage à ...
- F. Le passager s'oblige à ...
- G. Le prêteur s'oblige à ...
- H. L'emprunteur s'engage à ...
- I. Le donateur ... sans contrepartie la propriété d'un bien à une autre personne.
- J. Le donataire ... le don.
- K. Les associés décident de ... et de
- L. Le salarié s'engage à ...
- M. L'employeur s'oblige à ...
- N. Un travailleur indépendant s'engage ...
- O. L'assureur s'oblige à ...
- P. L'assuré s'engage à ...

6. Traduisez en français :

-
-
-
-
-
-
-
-

8. Développez le sujet « Les principaux contrats »

LES CONDITIONS DE LA RESPONSABILITE CIVILE

Traduisez et retenez bien le vocabulaire :

La responsabilité civile ;

Etre déclaré civilement responsable ;

Engager la responsabilité de qn ;

Dégager la responsabilité de qn ;

Une faute ; une faute intentionnelle / non intentionnelle ;

Un dommage ;

Une cause ; causer qch ; un lien de causalité ;

Réparer le dommage causé par une faute ;

La faute contractuelle ;

Le non-respect des obligations du contrat ;
La faute délictuelle ou quasi délictuelle ;
Le délit ;
La négligence ;
L'imprudence ;
Le dommage matériel ;
La destruction d'un bien ;
Le manque à gagner ;
Le dommage moral ;
Provoquer qch ;
Le dommage corporel ;
Le handicap ;
Une blessure ; blesser qn ;
La cause directe ;
Le partage de la responsabilité ;
Les causes d'exonération ;
Le défendeur ;
La force majeure ;
La faute de victime ;
Respecter les consignes de sécurité.

Exercices

1. Lecture à haute voix du vocabulaire.

2. Répétition orale ; exercices d'articulation des mots suivants :

- *employeur*
- *locataire*
- *quasi délictuelle*
- *intentionnel*
- *handicap*

- Une faute peut **provoquer** un dommage moral.
- Trois conditions **sont nécessaires** pour qu'une personne soit déclarée civilement responsable.

6. Trouvez les antonymes pour les expressions mises en gras :

1. **Dégager** la responsabilité
2. Une faute **intentionnelle**
3. Provoquer **indirectement**
4. Un événement **prévisible**
5. Un dossier **incomplet**
6. Une loi **injuste**
7. Un accidenté **indemne**
8. **Le respect** des engagements
9. **L'innocence** du défendeur
10. Il est **innocent**

7. Formez les adverbes à partir des adjectifs suivants en les mettant d'abord au féminin :

- Fort
- Cruel
- Civil
- Final
- Juste
- Vrai
- Simple
- Facile
- Bref

8. Observez et traduisez les phrases avec le pronom relatif « dont » :

- On **parle de** cette personne. / La personne **dont** on parle.
- On **répond de** cette personne. / La personne **dont** on répond.
- L'action dont il est responsable.
- Les enfants dont il est chargé.
- Le dossier dont il explique le contenu.

- Le cas dont il parle.
- L'enquête dont il est fier.
- Le témoin dont il est sûr.
- Les indices dont il est sûr.
- Le dommage dont ils sont responsables.
- La faute dont vous êtes responsables.

9. Composez les phrases à partir des mots suivants :

1. Par, une faute, réparer, le dommage, causé.
2. Pouvoir, suffir, cette faute, la responsabilité, à, engager.
3. Payer, le locataire, à temps, le loyer.
4. Respecter, ce voyageur, sécurité, les consignes.
5. Savoir, le juriste, une règle de droit, devoir, de, tirer, les conséquences .

10. Expliquez les termes suivants en complétant les phrases ci-dessous :

- Le vol est un délit, c'est à dire
- C'est une faute contractuelle, c'est à dire
- Cet handicap est dû à une blessure, donc il y a lieu
- Le défendeur c'est une personne qui doit ...
- Il y a le partage des responsabilités si
- Le dommage peut être de trois types, à savoir :

11. Consultez un dictionnaire de droit russe-français et trouvez les variantes de traduction en russe du terme français « le dommage ».

12. Développez le sujet étudié.

LE DROIT DE LA CONCURRENCE

Vocabulaire à retenir :

- Le droit de la concurrence – () ;
- Utiliser des procédés correctes / incorrectes –
 ;
- Attirer la clientèle – ;
- Interdire qn de f. qch = prohiber – ;
- La concurrence déloyale – ;
- La concurrence loyale – ;
- La concurrence illicite – ;
- Dénigrer un concurrent = dire du mal d' – .- ., ;
- Créer la confusion sur la marque ou le produit –
 ;
- Le commerçant victime – ;
- Demander réparation du préjudice subi –
 ;
- Porter , causer un préjudice – ;
- Subir un préjudice – .- . ;
- Discriminer le client – ;
- Pratiquer le dumping – , ;
- Consister en qch, à f. qch – .- . ;
- Le comportement anticoncurentiel collectif –
 ;
- Une entente – , ;
- La position dominante – ;
- Un abus de position dominante –
 ;
- Fausser le jeu de la concurrence ; fausser la concurrence –
 ;

Soumettre au contrôle ; exercer un contrôle – ;

Concentrer ; une concentration – ; ;

Une instance particulière – ;

Le Conseil de la concurrence – ;

Contrôler les pratiques - ;

Le traité de Rome – () ;

Etablir, appliquer les règles – , ;

Concerner qch – - , .- ;.

Les aides des Etats – / ;

Surveiller les aides de l'Etat – ;

Etre tenu de faire qch – .- . ;

Modifier – ;

Supprimer, éliminer – , ;

Performant – , ;

Un obstacle – ;

Un avantage – .

Exercices

1. Complétez les verbes suivants par des compléments :

- attirer ...
- dénigrer ...
- créer ...
- un commerçant ...
- demander ...
- subir ...
- porter ...
- vendre ...
- conseiller ...
- pratiquer ...
- fausser ...

- *soumettre ...*
- *contrôler ...*
- *établir ...*
- *abuser ...*
- *aider ...*
- *exercer ...*
- *surveiller ...*

2. Formez les substantifs à partir des verbes suivants :

- *dénigrer*
- *pratiquer*
- *entendre*
- *concentrer*
- *concurrencer*
- *appliquer*
- *aider*
- *exister*
- *souhaiter*
- *interdire*

3 . Dites le contraire :

- *loyale*
- *suivre les règles de la concurrence*
- *interdire*
- *individuel*
- *correct*

4. Exprimez le même sens en employant la forme passive :

- On interdit des procédés incorrects.
-
- Les entreprises attirent la clientèle par des moyens divers.
 - On a réparé finalement le préjudice subi.
 - On a chargé le Conseil de la concurrence de contrôler la concurrence sur le marché.
 - Le traité de Rome a établi les règles communautaires de la concurrence.

5. Traduisez en français :

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.
- 5.
- 6.
- 7.
- 8.
- 9.
- 10.
- 11.
- 12.
- 13.
- 14.

15.

16.

17.

18.

19.

20.

6. Questions de reflexion

1. Pourquoi, à votre avis, il faut réglementer le jeu de la concurrence ?
2. A cause de quoi il se crée dans le marché une confusion sur la marque ou le produit ?

7. Retrouvez les mots qui manquent :

La concurrence déloyale se crée

- à cause ... sur la marque ou le produit
- à cause des ... entre entreprises
- à cause de ... de la position dominante d'entreprises
- à cause du ... qui consiste à vendre des produits à un prix anormalement bas.
- à cause de ...

Que constatez-vous ?

8. Complétez les phrases suivantes en exprimant la cause. Employez les conjonctions et les locutions conjonctives car, parce que, à cause de, suite à.

1. La concurrence déloyale se crée ... des comportements déloyaux des concurrents.
2. Ce commerçant discrimine son client ... il refuse de lui vendre son produit.
3. Cette entreprise pratique le dumping ... elle vend ses produits à un prix anormalement bas.
4. Ces deux entreprises sont sanctionnées ... l'entente entre elles.
5. l'usage de certains procédés jugés incorrects, cette requête contre l'abus de la position dominante sur le marché est déposée au Conseil de la concurrence.

9. Complétez les phrases suivantes en exprimant la conséquence.

Employez les conjonctions et les locutions conjonctives c'est pourquoi

(), **comme quoi** (), **c'est pour cela que** (), **donc** (, ,).

1. Les entreprises ont recours aux actes de concurrence déloyale ... il se crée la confusion sur la marque et le produit.
2. Ce commerçant a été victime d'un acte de concurrence déloyale ... le Conseil de la concurrence a pris la décision juridique de réparer le préjudice qu'il a subi.
3. On ne sanctionne pas assez la concurrence déloyale ... les actes déloyaux se passent très souvent chez nous.
4. Les aides de l'Etat à une entreprise risquent de fausser la concurrence ... elles sont interdites.

10. Lisez et observez l'expression de la cause, la concession et l'opposition :

1. Comment vont les affaires ?

Pas mal, pourtant elles pourraient aller mieux, disent les économistes et les juristes.

Les statistiques prouvent que grâce à l'activité du Conseil de la concurrence, les actes déloyaux dans le commerce deviennent de moins en moins fréquents.

Puisque les institutions juridiques fonctionnent bien, les Français devraient être satisfaits.

Mais ils ne sont pas toujours contents parce que la justice est souvent trop lente et pas efficace pour sanctionner les commerçants qui commettent les actes de concurrence déloyale.

2. Dans l'ensemble chez les commerçants, on constate que le pourcentage du dénigrement des concurrents a diminué. En revanche, on observe un développement du comportement déloyal individuel :

- un dumping (à cause de la vente des produits au prix trop bas) ;
- la discrimination de l'acheteur par suite du refus de vendre le produit justement à cette personne.

3. Entre 1995 et 2002, en raison de l'élargissement du marché, le taux des actes de concurrence déloyale avait augmenté de 3 %. Mais ce taux a diminué considérablement grâce à la politique de prévention et d'information.

Malgré ces nouvelles encourageantes, les juristes sont inquiets car un autre danger menace les commerçants : le dumping.

Alors que les juristes luttent efficacement contre le dénigrement et les ententes entre entreprises, rien n'est encore fait contre cette nouvelle cause des échecs commerciaux. Même si les commerçants français vont assez bien, ils pourraient aller mieux si on s'occupait plus sérieusement de la protection juridique de leurs activités commerciales.

11. Relevez dans le texte ci-dessus les expressions qui introduisent la cause + le nom, la cause + la phrase ; la concession et l'opposition.

12. Argumentez votre position en vous appuyant sur les articulateurs de l'argumentation.

1. *Sujet de réflexion : la concurrence déloyale.*

Prise de position : Bien que la concurrence déloyale soit interdite par la loi, les actes déloyaux sont assez nombreux. **En premier lieu** il faut noter ..., en **second lieu** **En ce qui concerne** le commerçant victime, il peut demander réparation du préjudice.

2. *Sujet de réflexion : les comportements anticoncurrentiels.*

Prise de position : Ce type de comportement porte sur les acheteurs. **D'une part**, on discrimine l'acheteur ..., **d'autre part** on pratique

Prise de position : ce type de comportement fait obstacle à la concurrence loyale au marché.

3. *Sujet de réflexion : Les comportements anticoncurrentiels en droit français.*

Prise de position : En droit français ... **Avant tout...** **Et puis** ... **Enfin** ...

Prise de position : La législation française a élaboré tout un système de règles de concurrence. ...

13. Formulez brièvement les règles principales de la concurrence.

14. Présentez vos réponses aux questions suivantes :

- A quoi sont liés le progrès technique et la croissance de productivité dans une société moderne ?
- Comment peut-on atteindre la baisse des prix pour le consommateur ?
- Quel type de marché est caractérisé par une concentration économique ?

- Qu'est-ce qui se passe normalement avec les entreprises les moins performantes ? Les plus performantes ?
- Comment il faut comprendre le terme de transparence du point de vue des règles de concurrence ?
- Quelle stratégie doivent prendre les entreprises de taille moyenne au marché ?

15. Argumentez votre position sur les sujets suivants :

- Les avantages de la concurrence
- Les caractéristiques du marché de la concurrence en Russie.
- Les obstacles à la concurrence.

RELATIONS DU TRAVAIL. LA FORMATION DU CONTRAT DU TRAVAIL

Vocabulaire à retenir

- Un contrat, une convention – ;
- Le contrat de travail – ;
- Le contrat d'entreprise – ;
- Former un contrat – ;
- Signer un contrat – ;
- Rompre un contrat – ;
- Se mettre d'accord sur qch – ;
- S'engager à f.qch – ,
.- . ;
- Une tâche – , ; accomplir une tâche – ;
- Travail manuel, intellectuel, artistique – , ,
 ;
- En contrepartie de qch – ;
- Une rémunération – ;

Etre inférieur à – ;

Un montant – ;

Un salaire – ;

Le SMIC = le salaire minimum interprofessionnel de croissance = ;

Un salarié – , ;

Un travailleur indépendant – ;

Recevoir un salaire – ;

Payer un salaire – ;

Exercer une activité – ;

La subordination – ;

Un subordonné – ;

Sous la subordination de qn – - ;

Sous l'autorité de qn – - . ;

Un employeur – ;

Un employé – , ;

Reconnaître à qch – ;

La restitution du travail – ;

Etre calculé au temps, au rendement, à la commission – ;

Accepter de f.qch – , ;

Grâce à qch – .- . ;

Donner des ordres à qn – ;

Un avertissement – ;

La mise à pied – ;

La rétrogradation – ;

Le licenciement – ; être licencié – ;

Un lien, lier à qn, à qch – , ;

A la différence de qn ; de qch – ;

L'horaire – ;

L'heure supplémentaire – ;

Un taux majoré ; être payé à un taux majoré – ;

Le lieu de travail – ;

La période d'essai – , ;

La durée du contrat – ;

Prendre fin au terme fixé à l'avance – ,

Acquitter une charge – .

Exercices

1. Prononcez bien les expressions suivantes:

- l'horaire
- un employeur
- un employé
- un licenciement
- la période d'essai
- la bail
- distinguer
- un salaire
- un salarié
- 35 heures
- une heure supplémentaire
- le SMIC

2. Complétez les expressions ci-dessous selon le sens :

- Un contrat de ...
- Exercer ...
- Former ...
- La prestation ...
- La rémunération ...
- Payer ...
- La subordination ...
- Donner ...
- Licencié ...
- Se mettre d'accord sur...

- Le lieu de...
- La période d'...
- La durée de ...
- La prestation
- Le salarié s'engage à ...
- Un travail ...
- Le pouvoir de ...

3. Formez les verbes à partir des substantifs suivants :

- L'engagement -
- La formation -
- La rémunération -
- L'emploi -
- Le calcul -
- L'avertissement -
- La subordination -
- Le travailleur -
- La croissance -
- La fin -

4. Reformulez la construction active en construction passive :

- La partie contractante *s'engage* à exercer une activité au profit d'une autre partie contractante.
- Le salaire du professeur *se calcule* selon un taux horaire.
- Toute heure supplémentaire *se paie* à un tarif majoré.
- Au cours de la période d'essai *on peut rompre* le contrat à tout moment.
- Le salarié *se place* sous l'autorité de son employeur.
- L'employeur *donne* des ordres au salarié.
- *On peut sanctionner* le salarié de diverses manières.
- *On doit distinguer* le contrat de travail du contrat d'entreprise.
- L'employeur *peut licencier* le salarié.

5. Insérez les prépositions qui manquent :

1. Le contrat ... travail est une convention ... laquelle une personne, le salarié, s'engage, ... contrepartie ... une rémunération appelée salaire, ...

- exercer une certaine activité ... profit et ... la subordination ... une autre personne, l'employeur.
2. Le salarié s'engage ... travailler.
 3. La rémunération peut être calculée ... temps, ... rendement, ... la commission.
 4. Le salarié accepte ... se placer ... l'autorité ... son employeur.
 5. Le lien ... subordination permet ... distinguer le contrat ... travail ... contrat ... entreprise.
 6. ... la différence du salarié, le travailleur indépendant n'a pas ...ordre ... recevoir de son client. La rémunération ne peut pas être inférieur ... un certain montant.

6. Dites autrement :

1. Le travailleur indépendant *n'est pas obligé d'attendre et d'obéir aux ordres de son client.*
2. *Au cours de la période d'essai les parties peuvent rompre le contrat.*

7. Développez les phrases :

- En contrepartie d'une bonne rémunération, il s'engage à...
- L'année passée il s'est engagé à travailler comme instructeur en contrepartie d'un salaire de ...
- Il faut distinguer le contrat de travail de ...
- Le travailleur indépendant établit lui même sa rémunération pour ...
- A la différence du salarié, le travailleur indépendant donc ...
- L'employeur peut sanctionner l'employé de diverses manières ...

8. Comment dire en français

■

.

■

■

.

■

.

■

.

■

,

,

■

.

■

.

,

■

:

,

,

.

■

,

;

,

;

;

;

■

,

■

.

,

■

,

■

.

■

.

,

,

,

■

■

■

■

■

■

■

■

■

35

9. Dialogue à traduire :

—

—

—

—

2

. - ?

. -

. - 35 ?

? , 35 , , 1 2 , ,

. - ?

. -

. - ?

. -

10. Questions de contrôle du sujet :

1. Nommez les parties d'un contrat de travail.
2. Quels engagements prennent-elles ?
3. A quoi reconnaît-on un contrat de travail ?
4. Comment la rémunération du salarié peut-elle être calculée ?
5. Citez des exemples de travail dont la rémunération est calculée au temps, au rendement, à la commission.
6. L'autorité de l'employeur, comment s'exprime-t-elle ?
7. Sous quelles conditions l'employé peut-il être licencié ?
8. Quelles sont les parties du contrat d'entreprise ?
9. En quoi consiste la différence entre un contrat de travail et un contrat d'entreprise ?
10. Sur quels points les parties du contrat de travail doivent se mettre d'accord ?
11. La qualification de l'employé, qu'est-ce qu'elle influence ?

12. Expliquez le terme « SMIC ».
13. Quelle est la valeur du SMIC en France ?
14. Est-ce que la durée légale du travail en France est pareille à celle en Russie ?
15. Comment sont rémunérées les heures supplémentaires de travail ?
16. A quel âge prend-on la retraite en Russie ?
17. Est-ce que la fixation d'une période d'essai est obligatoire dans un contrat de travail ?

11. Rédigez votre lettre de demande d'un poste de travail

SOMMAIRE de l'ANNEXE

I. LA VIE POLITIQUE	120-133
1. Qui gouverne	120-125
2. La V-ème République	126-127
3. L'organisation des pouvoirs	128-129
4. Les partis politiques	130-131
5. Les rituels politiques	132-133
II. LE ROLE DE L'ETAT	134-139
6. L'organisation administrative	134-135
7. La régionalisation	136-137
8. L'Etat, pour quoi faire ?	138-139
III. LA LOI ET L'ORDRE	140-144
9. Le droit et la justice	140-142
10. L'armée et la police	143-144
IV. LA FRANCE DANS L'EUROPE ET DANS LE MONDE	145-155
11. La construction européenne	145-147
12. L'avenir européen	148-149
13. Une langue en partage	150-151
14. L'action internationale	152-153
15. L'aide au développement	154-155

LA VIE POLITIQUE

Lisez le texte.

Faites attention au vocabulaire mis en caractères gras, traduisez-le. Analysez les structures soulignées.

Répondez aux questions sur le texte.

Qui gouverne ? (Le pouvoir exécutif)

Depuis 1792, la France a eu cinq Républiques. Chaque République se donne une nouvelle Constitution. La Constitution actuelle date de 1958. Elle repose sur le principe de la « séparation » des trois pouvoirs : le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire.

Le pouvoir **exécutif** est le pouvoir d'appliquer les lois. Le Président est le chef de l'Etat. Il est élu, depuis 1962, **au suffrage universel** direct et, depuis 2002, pour cinq ans: il s'agit du **quinquennat**. L'actuel président de la République française est Jacques Chirac, qui a été élu en 2002 pour la seconde fois. Le rôle du président est **de veiller au** respect de la Constitution et de garantir l'indépendance et l'intégrité de la France. Il est aussi le chef des Armées. Ses principaux pouvoirs consistent à :

- nommer le Premier ministre et accepter son gouvernement ;
- présider le conseil des ministres ;
- promulguer les lois ;
- dissoudre l'Assemblée nationale ;
- décider des interventions militaires ;
- décider du droit de grâce.

Le Premier ministre mène la politique du gouvernement, qui travaille **en étroite collaboration** avec le président de la République. Ensemble, ils assurent le pouvoir exécutif. Le Président réside au **palais de l'Élysée**, et le Premier ministre à l'hôtel **Matignon**, à Paris.

Les **élections présidentielles** sont organisées en deux tours:

- pour être élu au premier tour, il faut obtenir la **majorité absolue** (50 % des voix +1)
- si aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, on organise un second tour. Seuls les deux meilleurs candidats du premier tour peuvent se présenter au second tour. Le candidat élu est celui qui a obtenu le plus grand nombre de voix (**majorité relative**).

Questionnaire/Devoirs :

1. Retenez la signification des termes suivants mentionnés dans l'encadré ci-dessous:

Promulguer une loi : transformer une proposition de loi en texte de loi.
Dissoudre : mettre fin avant la date légale.
Droit de grâce: le Président peut annuler la peine d'un condamné ou la transformer en une peine moins forte.
Septennat : présidence d'une durée de sept ans (avant 2002).
La cohabitation : On parle de cohabitation lorsque le président de la République n'est pas du même parti politique que le Premier ministre. La première cohabitation a eu lieu en 1986 sous la présidence de François Mitterrand.

2. Qui fait quoi ?

QUI ?	QUOI ?
Le Président	
Le Premier ministre	
Le gouvernement	

3. En France, comment est élu le président de la République ?

4. Que signifie le terme « cohabitation » ?

5. Associez un terme de la liste A avec un terme de la liste B.

A	B
Gouvernement	Elections
Chef des Armées	Palais de l'Elysée
Suffrage universel	Ministres

6. Comment est organisé le pouvoir gouvernemental en Russie ?

Lisez le texte.

Faites attention au vocabulaire mis en caractères gras, traduisez-le. Analysez les structures soulignées.

Répondez aux questions sur le texte.

Qui gouverne ? (Le pouvoir législatif)

C'est le pouvoir de faire les lois. Le pouvoir législatif est assuré par le **Parlement**. Le Parlement se compose de deux chambres : l'**Assemblée nationale** (appelée Hémicycle pour sa forme en demi-cercle) et le **Sénat**. L'Assemblée nationale compte aujourd'hui **577** députés élus au suffrage universel direct pour cinq ans. Elle représente le peuple.

Le Sénat, qui représente les collectivités locales, se compose de 321 sénateurs élus au suffrage universel indirect pour neuf ans. L'Assemblée nationale et le Sénat travaillent **séparément**, mais, lorsqu'il s'agit de modifier la Constitution, ils travaillent ensemble. Le siège de l'Assemblée nationale est au **palais Bourbon**, celui du Sénat au **palais du Luxembourg**, à Paris.

L'initiative d'une loi appartient au Premier ministre – projet de loi - ou aux députés – proposition de loi. Le projet ou la proposition de loi sont discutés à l'Assemblée nationale, le texte est ensuite transmis au Sénat, qui peut le modifier. Les discussions entre l'Assemblée nationale et le Sénat peuvent être très longues : pour adopter une loi, les deux chambres doivent tomber d'accord. C'est enfin le président de la République qui promulgue la loi.

Questionnaire/Devoirs :

1. Retenez la signification des termes suivants mentionnés dans l'encadré ci-dessous:

suffrage universel direct – système de vote par lequel le citoyen vote lui-même pour élire son représentant (en France, l'élection du président de la République, des députés, etc.)

suffrage universel indirect - système de vote par lequel le citoyen élit les intermédiaires qui, à leur tour, élisent les représentants (par exemple, l'élection des sénateurs)

2. A partir de quel moment une loi peut-elle être adoptée ?

3. Chassez l'intrus :

Assemblée nationale – palais Bourbon – députés – sénateurs

Sénat – collectivités locales – palais du Luxembourg – jardin

Loi – projet - proposition – dessin

Parlement – pouvoir législatif – chambre - pièces

4. Comment sont élaborées les lois en Russie ?

Lisez le texte.

Faites attention au vocabulaire mis en caractères gras, traduisez-le. Analysez les structures soulignées.

Répondez aux questions sur le texte.

Qui gouverne ? (Le pouvoir judiciaire)

Tout citoyen doit être jugé selon la même procédure et sans discrimination d'ordre raciale, religieuse, politique ou culturelle.

Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946.

C'est le pouvoir de rendre justice. Le pouvoir judiciaire est exercé par des **magistrats**. Ces magistrats sont également appelés **juges**. Le pouvoir judiciaire français est très complexe. Les grands principes démocratiques de la justice remontent au siècle des Lumières (XVIII-ème) et **au code Napoléon** (1804). Ce sont la Révolution et Napoléon qui sont à l'origine du droit moderne.

Parmi les principes judiciaires français, les plus importants sont :

- **l'indépendance de la justice** : les juges sont indépendants dans l'exercice de leurs fonctions. Cela tient à la séparation des trois pouvoirs (voir le premier texte de l'annexe) ;
- **la présomption d'innocence** : tant que les preuves de culpabilité ne sont pas apportées, une personne est déclarée innocente. Cela signifie qu'on ne peut pas garder quelqu'un en prison s'il n'est pas jugé coupable ;
- **l'égalité et le libre accès à la justice** : tous les citoyens sont égaux devant la loi. De plus, la justice en France est gratuite, c'est-à-dire que les personnes **défavorisées** bénéficient d'une aide ;
- **la justice est publique** : les audiences des tribunaux sont ouvertes à tous. Ce principe permet aux citoyens de se rendre compte du bon fonctionnement de la justice.

Questionnaire/Devoirs :

1. A quelle période historique remontent les principes du droit moderne ?
2. Quels sont les principes les plus importants de la justice française ?
3. Pourquoi les magistrats français sont indépendants ?
4. Vrai ou faux ?

	V	F
En France, la justice est gratuite		
Le pouvoir judiciaire n'est pas indépendant.		
Le public peut aussi assister aux audiences des tribunaux.		
« Juge » est un synonyme de « magistrat ».		
Les magistrats sont toujours les hommes.		
Les étrangers ne sont pas égaux aux Français devant la loi.		

5. Comment la justice est-elle organisée dans votre pays ?

Lisez le texte.

Faites attention au vocabulaire mis en caractères gras, traduisez-le. Analysez les structures soulignées.

Répondez aux questions sur le texte.

La V-ème République

La V-ème République est née d'une crise : la guerre d'Algérie (1954 – 1962). Elle est marquée par le retour du général de Gaulle au pouvoir en 1958. Celui-ci fait voter une nouvelle Constitution qui renforce les pouvoirs du président de la république et donne ainsi au pays des institutions stables. Voici l'article 2 de cette Constitution : « La France est une république **indivisible, laïque**, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens **sans distinctions** d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. L'emblème national est le drapeau tricolore, bleu blanc rouge. L'hymne national est la *Marseillaise*. La devise de la république est : Liberté, Egalité, Fraternité. Son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ».

Le général de Gaulle achève la décolonisation en Afrique subsaharienne et parvient à mettre fin à la guerre d'Algérie, en avril 1962.

Toutefois, **la croissance économique**, la modernisation du pays ne s'accompagnent pas des réformes de société souhaitées. Les événements de Mai 1968 surprennent le général de Gaulle qui quitte le pouvoir en avril 1969.

La présidence de Georges Pompidou (1969-1974) est surtout marquée par un **enrichissement significatif** de la France et des Français : la France vit des années heureuses et **insouciantes** de plein emploi et de forte croissance.

La crise pétrolière de 1973 va orienter les choix politiques et économiques de la France pour les vingt années qui suivent ; faire en sorte que la crise économique soit la moins douloureuse possible pour les Français grâce à une puissante protection sociale, donner la priorité à la formation pour **répondre à la montée du chômage**, restructurer et ouvrir l'économie, accélérer la construction européenne afin de créer un espace de développement puissant et protégé. Les

présidents Giscard d'Estaing (1974-1981) et François Mitterrand (1981-1995) ont suivi, avec des nuances, cette politique.

Le grand changement politique sera en 1981 **l'arrivée** de la gauche socialiste **au pouvoir**. Politique industrielle, innovations sociales, politique culturelle, interaction européenne et grands travaux ont caractérisé les quatorze années de la présidence de François Mitterrand. Elles marquent aussi le début **d'une cohabitation entre** la droite et la gauche qui a continué avec l'élection en 1995 d'un président de droite, Jacques Chirac, et, de 1997 à 2002, un Premier ministre de gauche, Lionel Jospin. En 2002 Jacques Chirac est réélu président de la République pour 5 ans.

Questionnaire/Devoirs :

1. Donnez les noms des présidents de la V-ème République et les dates de leur présidence.
2. Quelle est la devise de la République française ?
3. Comment est défini le principe démocratique de la République ?
4. Comment sont définis :
 - la République ?
 - le principe de l'égalité ?
 - le principe de laïcité ?
5. Pourquoi les années 1973 et 1981 sont-elles significatives ?
6. Par quels événements est caractérisé la politique de chaque président ?

Lisez le texte.

Faites attention au vocabulaire mis en caractères gras, traduisez-le. Analysez les structures soulignées.

Répondez aux questions sur le texte.

L'organisation des pouvoirs

La Constitution de 1958, modifiée en 1962 puis en 2000, règle l'organisation des pouvoirs sous la V-ème République. Elle a instauré un régime à **caractère présidentiel**.

Le président de la République est le chef de l'Etat. Il est élu **désormais** tous les cinq ans directement par l'ensemble des Français (**suffrage universel**). Le droit de vote est accordé au peuple français à partir de 18 ans. Le président de la République réside au palais de l'Elysée. Il veille au fonctionnement régulier de l'Etat, au respect de l'indépendance nationale et des traités. Il nomme le Premier ministre, préside le Conseil des ministres et peut **dissoudre** l'Assemblée nationale. Il peut aussi **soumettre au** référendum certains projets de loi. Il est le chef de l'armée, conduit la politique extérieure et, en cas de crise, peut **disposer des** pleins pouvoirs.

Le **gouvernement** – c'est-à-dire l'ensemble des ministres – avec à sa tête le Premier ministre **conduit** la politique de la nation. Il a **sous son autorité** l'administration, la police et l'armée. Il est responsable devant le Parlement. Il réside à l'hôtel Matignon.

Le **Parlement** comprend deux assemblées, l'Assemblée nationale qui siège au palais Bourbon et le Sénat qui siège au palais du Luxembourg. Ainsi, 557 députés et 321 sénateurs discutent et votent les lois. Les députés sont élus au suffrage universel direct pour cinq ans, les sénateurs au **suffrage indirect** pour neuf ans. Il n'y a qu'une seule session du Parlement : elle commence en octobre et se termine fin juin.

Les autres **institutions** de la vie politique sont :

- le Conseil constitutionnel (9 membres), qui **veille à** la constitutionnalité des lois ;
- le Conseil économique et social (230 membres), qui est consulté sur les projets de loi et sur les problèmes économiques et sociaux ;
- le Conseil d'Etat, qui examine les textes de loi pendant leur rédaction et **conseille** le gouvernement; il **dit aussi le droit** quand il y a conflit entre un citoyen et une administration.

Questionnaire/Devoirs :

1. Est-ce que la Constitution de 1958 fut modifiée ? Combien de fois ? Quand ?
2. Comment le président de la République est-il élu ?
3. Pour combien d'années le président est-il élu ?
4. Comment devient-on Premier ministre ?
5. Comment devient-on député ?
6. Comment s'appellent les deux assemblées qui constituent le Parlement ?
7. Comment s'appelle la résidence officielle du président ?
8. Où l'Assemblée nationale se réunit-elle ?
9. Où le Sénat se réunit-il ?
10. Quel est le rôle :
 - du Conseil constitutionnel ?
 - du Conseil économique et social ?
 - du Conseil d'Etat ?

Lisez le texte.

Faites attention au vocabulaire mis en caractères gras, traduisez-le. Analysez les structures soulignées.

Répondez aux questions sur le texte.

Les partis politiques

La vie politique s'organise autour de deux blocs : la droite et la gauche.

- **A droite**, deux tendances dominent :

- une tendance gaulliste, le **Rassemblement** pour la République (**RPR**) qui se réclame des idées du général de Gaulle : indépendance nationale, rassemblement de toutes les catégories sociales, intervention de l'Etat dans la vie économique. Son leader est le président de la République, Jacques Chirac;

- l'autre rassemblement à droite, l'Union pour la démocratie française (UDF), regroupe les tendances chrétienne, sociale et libérale, européenne. François Bayrou et Alain Madelin, ses deux principaux leaders, représentent ces tendances.

- **A gauche**, on trouve également deux traditions: la tradition socialiste démocratique (Parti socialiste, PS) et la tradition marxiste-léniniste (Parti communiste, PC) :

- le Parti socialiste, qui doit son renouveau à François Mitterrand, est actuellement la première force politique du pays. Il **regroupe** plusieurs tendances : nationaliste et **planificatrice**, européenne et libérale;

- le parti communiste est aujourd'hui **en perte de** popularité et n'a plus d'influence politique, sociale et intellectuelle qu'il avait autrefois;

- **A côté de** ces grands partis, deux forces occupent une place particulière:

- à l'extrême droite, le front national (FN) et le Mouvement national pour la France (MNF), mouvements **héritiers** du slogan « Famille, travail, patrie » du régime Vichy entre 1940-1944. Ses leaders sont Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret;

- à gauche, Les Verts regroupent **un électorat** jeune, urbain et intellectuel, **soucieux de** cadre de vie, de respect écologique, de **transparence** démocratique et progressiste **sur** les questions de société. Les Verts ont formé avec le Parti

socialiste et le Parti communiste le gouvernement de la gauche **plurielle** de 1997 à 2002.

Questionnaire/Devoirs :

1. Quels sont les deux principaux partis de droite ?
2. Quels sont les trois principaux partis de gauche ?
3. Dans votre pays, la vie politique s'organise-t-elle autour de deux blocs : la droite et la gauche ? Justifiez votre réponse.
4. Quel parti représente chaque sigle suivant ?
 - RPR _____
 - UDF _____
 - PS _____
 - PC _____
 - FN _____
 - Les Verts _____
5. Résumez en quelques phrases les idées politiques de la droite.
6. Résumez en quelques phrases les idées politiques de la gauche.
7. Vous intéressez-vous à la vie politique de votre pays ?

-

Lisez le texte.

Faites attention au vocabulaire mis en caractères gras, traduisez-le. Analysez les structures soulignées.

Répondez aux questions sur le texte.

Les rituels politiques

Les élections constituent le moment le plus important de la vie politique et démocratique. Les élections européennes ont lieu en un tour. En France, elles ont lieu le dimanche et sont organisées en deux tours. Si, au premier tour, un (e) candidat(e) **obtient** plus de 50 % des votes, il (elle) est élu (e). Dans le cas contraire, on vote une deuxième fois et le (la) candidat(e) qui obtient le plus grand pourcentage de voix est élu (e).

L'élection présidentielle est celle qui mobilise le plus les Français : elle est la plus passionnée, riche en coups de théâtre et rebondissements; les journalistes politiques observent et analysent les stratégies et les tactiques des futurs et possibles candidats; les instituts de sondage **donnent** régulièrement **les chances** de l'un ou l'autre des candidats. Le moment **clé** de cette élection est l'unique débat entre les deux candidats qui **s'opposent** au deuxième tour de l'élection.

L'autre élection qui mobilise les Français est **l'élection des maires** des 36 000 communes de France où les problèmes de vie quotidienne, **de cadre de vie**, les passions locales passent avant les préoccupations nationales. La commune est la plus petite unité administrative de la République.

Depuis 1986, les Français imposent par leurs choix aux élections une nouvelle forme de gouvernement - **la cohabitation**. Ainsi, un président de gauche a cohabité avec deux Premiers ministres de droite, et aujourd'hui un président de droite cohabite avec un Premier ministre de gauche.

La vie politique passionne les Français. Elle fait l'objet d'innombrables débats dans la presse, à la radio et à la télévision. Les journalistes politiques sont les journalistes très connus.

Questionnaire/Devoirs :

1. Dans votre pays, quelles sont les élections politiques les plus importantes ?
2. Les débats politiques passionnent-ils les électeurs comme en France ?
3. Pourquoi la cohabitation oblige-t-elle la gauche et la droite à coopérer ?
 - 1986-1988 : Président de gauche : François Mitterrand
Premier ministre de droite : Jacques Chirac
 - 1993-1995 : Président de gauche : François Mitterrand
Premier ministre de droite : Edouard Balladur
 - 1997-2002 : Président de droite : Jacques Chirac
Premier ministre de gauche : Lionel Jospin
4. Est-ce plus démocratique qu'un gouvernement où le président et le Premier ministre appartiennent au même parti ? Justifiez votre opinion.

LE ROLE DE L'ETAT

Lisez le texte.

Faites attention au vocabulaire mis en caractères gras, traduisez-le. Analysez les structures soulignées.

Répondez aux questions sur le texte.

LE ROLE DE L'ETAT (l'organisation administrative)

L'administration en France est un véritable personnage. On la décrit puissante, très organisée, fortement hiérarchisée, complexe, lointaine, exigeante mais aussi trop lente, trop nombreuse, peu rentable. Et pourtant indispensable quand le citoyen s'exclame : « Mais que fait l'Etat ? »

Le fonctionnaire, « important » ou « petit », **incarne** l'Administration. On compte environ 5 millions de fonctionnaires dont 900 000 enseignants. Ils représente 28 % de la population active. Les Français ont une passion pour les emplois de la fonction publique, synonymes de sécurité, de progression régulière des salaires et de retraite assurée. Leur rêve est souvent que leurs enfants deviennent fonctionnaires. Cependant, ils reprochent aujourd'hui aux fonctionnaires leur égoïsme corporatiste. Les fonctionnaires préférés des Français sont les enseignants, les postiers, le personnel des hôpitaux et les policiers.

Il faut distinguer plusieurs administrations :

- l'administration centrale, **celle des ministères** avec leurs grandes directions ;
- l'administration **locale**, avec ses préfetures de région, ses préfetures des départements et ses sous-préfetures d'arrondissement, qui toutes représentent le pouvoir central, assurent le bon fonctionnement des services et contrôlent en son nom ;
- de grandes directions administratives jouent également un rôle important au niveau local ; direction de l'Equipement pour les

infrastructures, rectorat et académie pour l'enseignement, direction du **trésor** pour les impôts ;

Questionnaire/Devoirs :

1. Avant de répondre aux questions et de faire vos devoirs, consultez l'encadré «Cartes de France » joint ci-dessus.
2. Complétez le tableau suivant en y ajoutant le nombre d'unités à chaque niveau administratif.

L'Etat (pouvoir central)
22 régions
_____ départements
_____ arrondissements
_____ cantons
_____ communes

3. Qu'est-ce qui explique la passion des Français pour la fonction publique ?
4. Préférez-vous travailler dans le secteur public ou privé ? Dites pourquoi.
Quels en sont, selon vous, les avantages et les inconvénients.
5. Retrouvez dans l'encadré ci-dessus des exemples de la décentralisation dans les différents secteurs de la vie nationale.

Cartes de la France

- La **carte administrative** divise la France en 36 000 communes, 96 départements et 22 régions. Sans compter les 325 arrondissements et les 3 714 cantons. Elle comprend aussi 4 départements et 9 territoires d'Outre-mer.
- La **carte électorale** dénombre 577 circonscriptions.
- La **carte juridique** compte 9 régions pénitentiaires et 33 cours d'appel.
- La **carte scolaire et universitaire** est découpée en 26 académies.
- La **carte religieuse** comprend 94 diocèses.
- La **carte médiatique** distingue 13 directions régionales de la radio et de la télévision.

Lisez le texte.

Faites attention au vocabulaire mis en caractères gras, traduisez-le. Analysez les structures soulignées.

Répondez aux questions sur le texte.

LE ROLE DE L'ETAT

(la régionalisation)

Sous la monarchie, on parlait de pouvoir central fort; c'est la Révolution et Napoléon qui ont créé l'Etat **jacobin**, c'est-à-dire centralisateur. Depuis les années 1970, il y a eu la régionalisation puis la décentralisation.

La France est aujourd'hui divisée en 22 régions ; elles ont été créées par la loi **sur** la régionalisation en 1972. En 1982, ces 22 régions ont obtenu de réels pouvoirs grâce à la loi sur la décentralisation. Elles ont aujourd'hui un pouvoir politique et **budgétaire**. Routes, écoles, équipements culturels et sportifs, développement agricole, industriel et commercial, relations internationales ou interrégionales font partie des responsabilités des régions.

La régionalisation a permis un véritable développement régional : les grandes villes connaissent une forte croissance de leur population : Nantes (+ 9,6 %), Toulouse (+ 8,9 %), Montpellier (+ 8,1 %), Lyon (+ 7,1 %).

Certaines villes ou régions sont aujourd'hui spécialisées : Toulouse dans l'aviation avec Airbus et l'espace avec Ariane ; Lille dans la vente par correspondance ; Rennes dans les télécommunications ; Grenoble et Nice dans les industries de l'intelligence.

Les villes moyennes **se constituent** aussi **en** centres de développement qui regroupent des activités de recherche et des industries **innovantes** appelées technopoles : Béthune, Lannion, Troyes, Lorient, Agen, Auch, Pau, Nîmes, Bourg-en-Bresse.

Aujourd'hui, les régions développent également des relations avec les autres régions européennes proches d'elles : le Nord avec la Flandre et le Kent ; la

Lorraine avec le Luxembourg et la Sarre ; le Lyonnais avec le Piémont ; le Languedoc-Roussillon avec la Catalogne.

Questionnaire/Devoirs :

1. Dans quelles régions se trouvent les villes suivantes (reportez-vous à la carte de France) :

Nantes _____

Toulouse _____

Lyon _____

Lille _____

Strasbourg _____

Montpellier _____

Rennes _____

Grenoble _____

Nice _____

2. Quels pouvoirs sont accordés aux régions ?

3. Quelles conséquences la régionalisation a-t-elle eues sur les villes ?

4. Qu'est-ce que les « pays » cités dans l'encadré ci-dessus évoquent pour les Français ?

Le retour des « pays »

En celte, on disait « pagis » pour pays. Les pays sont la plus vieille marque du territoire français.

L'actualité rappelle sans cesse leur existence : le sport qui parle du ski en Maurienne ; la gastronomie qui annonce l'arrivée du beaujolais nouveau, le début des vendanges dans le Médoc, qui recommande le boeuf du Charolais, les tomates de Marmande ou la volaille de Bresse ...

Lisez le texte.

Faites attention au vocabulaire mis en caractères gras, traduisez-le. Analysez les structures soulignées.

Répondez aux questions sur le texte.

L'ETAT, POUR QUOI FAIRE ?

En France, l'Etat occupe une place très importante, il **intervient dans tous les moments de la vie des citoyens** : il nourrit et loge, il enseigne, il soigne, il transporte, il éclaire et il chauffe, il cherche, il relie, il défend.

L'action de l'Etat est donc jugée **essentielle** par les Français : il assure les besoins fondamentaux (scolarisation, éducation, santé, retraite) et défend les citoyens contre les risques d'exclusion (chômage, pauvreté)

Pourtant, avec la régionalisation, le rôle de l'Etat est en train de changer. Les régions ont aujourd'hui en charge les établissements scolaires, les institutions culturelles, les hôpitaux, les crèches ; les services sociaux. Et elles s'occupent aussi du développement économique et de l'emploi.

L'Union européenne avec ses directives, ses programmes, son droit spécifique se substitue dans certains domaines au rôle de l'Etat. Cela crée de nouveaux rapports entre l'Union et les administrations centrales, les institutions régionales ou locales.

Par ailleurs le malaise social que la France a durement connu pendant la crise économique (1973-1999) a fait douter les Français de la capacité des élites à administrer le pays. L'image d'un Etat austère, soucieux et comptable de l'argent public n'est plus vraie. Et pourtant, les Français continuent d'accepter que l'Etat prélève 45 % sur leurs revenus.

Questionnaire/Devoirs :

1. Associez les fonctions suivantes avec les ministères du gouvernement qui s'en chargent.

- | | |
|-------------------------|-----------------------------------------------------------|
| • Il nourrit | * Ministère de l'Education nationale |
| • Il loge | *Ministère de l'Equipement, des Transports et du Logement |
| • Il soigne | * Ministère de la Défence |
| • Il éclaire et chauffe | * Ministère de la Santé |
| • Il cherche | *Ministère de l'Emploi et de la Solidarité |
| • Il relie | *Ministère de l'Agriculture et de la Pêche |
| • Il enseigne | * Ministère de la Recherche |
| • Il défend | |
| • Il transporte | |

2. Comment le rôle de l'Etat est-il modifié par :

- La régionalisation _____
- L'Union Européenne _____

3. Quelle image les Français ont-ils aujourd'hui de l'Etat ? Cette image a-t-elle changé ?

4. Dans l'encadré ci-dessus figurent les institutions dans lesquelles les Français ont le plus confiance. Quelles institutions inspirent la plus grande confiance en Russie ? Expliquez les différences, s'il y en a.

Etat de confiance...

Parmi toutes les institutions, c'est d'abord **dans** le système de santé et de sécurité sociale que les Français ont le plus **confiance**. Leur système d'enseignement reçoit également leur confiance. Ils ont davantage de doutes sur les qualités de leur système administratif, et leur système judiciaire **séduit** moins de la moitié d'entre eux. Quant aux grandes institutions, ils placent en premier la police, puis l'armée et enfin l'Eglise. La presse, les syndicats, les grandes entreprises ne les séduisent pas vraiment.

LA LOI ET L'ORDRE

Lisez le texte.

Faites attention au vocabulaire mis en caractères gras, traduisez-le. Analysez les structures soulignées.

Répondez aux questions sur le texte.

LE DROIT ET LA JUSTICE

Entre l'Etat et les Français, il y a la loi votée par le Parlement. **550 000** lois **régissent** la vie et les rapports des Français entre eux. Par exemple, en 1981, une loi a **aboli la peine de mort.**)

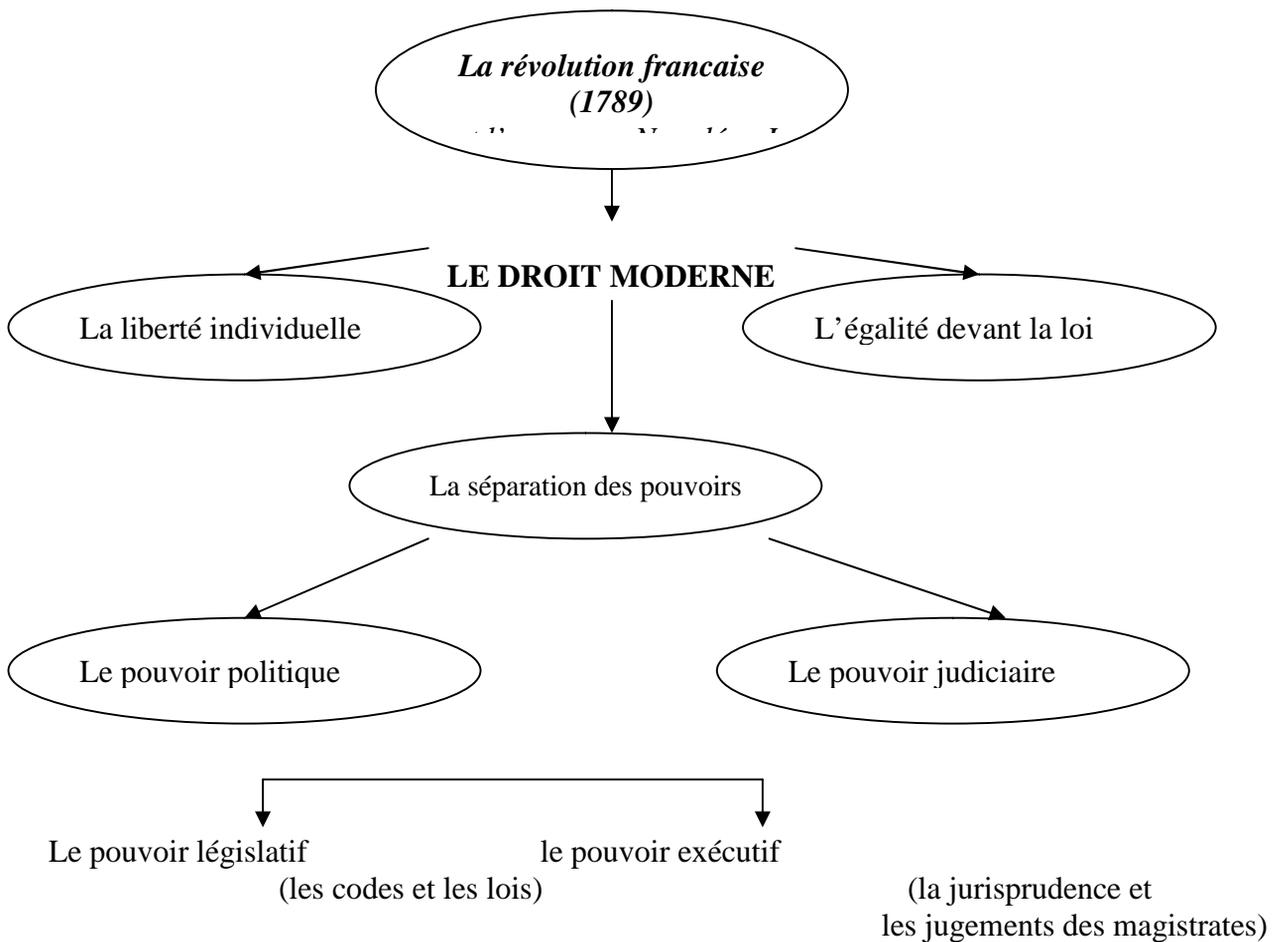
C'est la Révolution et Napoléon qui sont à l'origine de l'organisation du droit en grands **codes**, dont les plus célèbres sont le **Code civil** (1804) et le **Code pénal** (1810). De nombreux pays **se sont inspirés de** ce système.

La justice **repose sur** quelques grands principes : elle est accessible à tout le monde ; elle est gratuite quand on bénéficie de l'aide judiciaire ; elle est publique et on peut assister aux débats ; elle **obéit au** principe de légalité, à savoir que, contrairement au droit anglo-saxon, tout est contenu dans la loi ; enfin, les décisions qu'elle rend sont motivées, c'est-à-dire qu'elles doivent être argumentées selon le droit.

Malgré les réformes importantes, les Français ont une confiance limitée en leur justice. Ils lui reprochent sa lenteur, son archaïsme et son ... injustice. Et pourtant, ils demandent toujours plus de justice ; il exigent **un arbitrage continu** de la justice civile pour régler aussi bien les conflits entre individus que certains mauvais fonctionnements sociaux.

Aujourd'hui, au nom de la séparation des pouvoirs, le débat le plus important porte sur la meilleure manière d'assurer **l'indépendance de la justice**. La mobilisation des médias dans les affaires que la justice **instruit**, rend son indépendance problématique, mais néanmoins nécessaire.

Questionnaire/Devoirs :



1. Quels sont les trois principes fondamentaux du droit moderne ?
2. Pourquoi est-il nécessaire de séparer les trois pouvoirs: législatif, exécutif et judiciaire ?
3. En quoi la séparation des juridictions administratives et des juridictions judiciaires illustre-t-elle la séparation des pouvoirs ?

4. Qu'est-ce qui, aujourd'hui, constitue une nouvelle menace pour l'indépendance de la justice ?

5. En vous référant à l'encadré ci-dessus, dites si les infractions aux lois suivantes sont jugées dans a) un tribunal de police; b) un tribunal correctionnel; c) une cour d'assises ?

- un crime _____
- une contravention _____
- un délit _____

Justice : qui fait quoi ?

Il existe trois types de juridictions séparées : les juridictions administratives, les juridictions judiciaires et les juridictions spécialisées.

- Les **juridictions administratives** traitent des conflits entre les citoyens et les administrations ;
- Les **juridictions judiciaires** s'occupent de la justice civile et pénale : les contraventions relèvent des tribunaux d'instance ou de police ; les délits relèvent des tribunaux civils ou correctionnel de grande instance ; les crimes relèvent de la cour d'assises.
- Les **juridictions spécialisées**, on retiendra les conseils de prud'hommes (conflits au travail) , les tribunaux de commerce et les tribunaux pour les enfants.

Lisez le texte.

Faites attention au vocabulaire mis en caractères gras, traduisez-le. Analysez les structures soulignées.

Répondez aux questions sur le texte.

L'ARMÉE ET LA POLICE

Chaque année, le 14 juillet, la fête nationale est l'occasion d'un grand **défilé militaire** sur les Champs Elysées en présence du président de la République et des plus **hautes autorités** de l'Etat. Les Français sont plusieurs dizaines de milliers à assister à ce défilé et plusieurs millions le regardent à la télévision. Ce défilé est le symbole de **l'unité de l'armée et de la nation**.

Le général de Gaulle a fait de la dissuasion nucléaire le coeur du système de défense de la France pour trois raisons : assurer à la France un rang de grande puissance ; faire oublier aux armées françaises les défaites de 1940 et d'Indochine en 1954 ; garantir l'intégrité du territoire à un pays qui a été envahi trois fois en soixante-dix ans (1870, 1914, 1940).

Aujourd'hui, l'armée est engagée avec l'ONU ou l'OTAN dans de nombreuses **opérations de maintien de la paix**, au Liban, en Bosnie, au Kosovo, au Cambodge, en Afrique, en Afghanistan. L'avenir de l'armée française passe aujourd'hui par **sa professionnalisation**, son intégration progressive dans une future défense européenne. Elle a connu en 2001 une révolution majeure avec la fin du service national obligatoire.

A la police revient la mission d'assurer l'ordre et la sécurité des citoyens. **La police nationale** (police urbaine, police judiciaire, polices des frontières) et les compagnies républicaines de sécurité (CRS) sont chargées de ces tâches. **Face à** la montée de **l'insécurité**, de **la violence** urbaine et de la **délinquance**, les trois quarts des Français lui font plutôt confiance. Pourtant, ils demandent une police de proximité plus nombreuse et plus visible ; ils souhaitent aussi que les communes soient **associées au maintien** de l'ordre.

Questionnaire/Devoirs :

1. Comment l'armée française participe-t-elle aujourd'hui au maintien de la paix dans le monde ?
2. Qu'est-ce que le traditionnel défilé militaire représente pour les Français à l'occasion de la Fête nationale : la prise de la Bastille ? la création d'une république ? l'union de l'armée et de la nation ?
3. Pourquoi la force de dissuasion nucléaire a-t-elle été pour le général de Gaulle l'élément central du système de défense ?
4. A qui est confiée la mission d'assurer l'ordre et la sécurité en France? Et en Russie ?
5. Comparez l'attitude des Français et celle de vos compatriotes envers la police.

LA FRANCE DANS L'EUROPE ET DANS LE MONDE

Lisez le texte.

Faites attention au vocabulaire mis en caractères gras, traduisez-le. Analysez les structures soulignées.

Répondez aux questions sur le texte.

LA CONSTRUCTION EUROPEENNE

Tous de suite après la seconde Guerre mondiale, la question était: comment créer les conditions de la paix durable en Europe ? « En mettant en commun les ressources », ont répondu Jean Monnet et Robert Schumann : ce fut en 1951 la **Communauté européenne du charbon et de l'acier** (CECA) qui réunissait la France, l'Allemagne, l'Italie et les trois pays de Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg).

Six ans après, en 1957, les six pays signent le traité de Rome qui institue une **Commission économique européenne** (CEE) avec un Marché commun, un marché à cette époque de 180 millions d'hommes qui allait permettre un formidable développement de ces six pays sur le plan industriel, commercial et agricole grâce à la politique agricole commune (PAC).

En 1963, **le traité de l'Elysée** officialise la réconciliation franco-allemande. Dès lors le moteur franco-allemand et ses couples célèbres, de Gaulle-Adenauer, Giscard d'Estaing – Schmidt, Mitterrand-Kohl, allaient permettre le développement spectaculaire de la construction européenne.

Entre 1973 et 1995, l'Europe de six va devenir **l'Europe des Quinze** (les six pays du traité de Rome et la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Danemark, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Autriche, la Suède, la Finlande).

Le traité de Maastricht, approuvé par tous les pays membres en 1992, a mis en place la nouvelle forme de l'Europe, **l'Union européenne** (UE). C'est ainsi que le Parlement européen élu au suffrage universel direct depuis 1979 et qui siège à Strasbourg s'est vu accorder des pouvoirs de contrôle plus importants sur

l'organe exécutif de l'Union, la Commission européenne qui, elle, se trouve à Bruxelles. Deux Françaises ont été élues à la présidence du Parlement : Simone Veil a été la première présidente (1979-1982) et Nicole Fontaine, présidente de 1999 à 2002.

La Commission a l'initiative de préparer les directives (orientations) et de les mettre en oeuvre. Les directives sont soumises à l'approbation des chefs d'Etat et de gouvernement des Quinzes qui constituent le Conseil et qui sont l'autorité souveraine de décision. Le Français Jacques Delors, président de la Commission de 1985 à 1995, a donné à la construction européenne une impulsion décisive.

Le traité d'Amsterdam (1997) est venu compléter le traité de Maastricht. D'inspiration libérale sur le plan économique, il instaure la nécessité d'un pacte de solidarité sociale. Il crée une coordination en matière de politique extérieure et organise un début de défense commune.

Le traité de Nice (2000) prépare l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et orientale, et précise les conditions de présentation institutionnelle de l'ensemble des pays. Actuellement, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovénie négocient leur adhésion. L'élargissement de l'Europe portera à 25 le nombre de pays participant à l'Union. Le débat sur la nature et l'organisation d'un si vaste ensemble ne fait que commencer.

Questionnaire/Devoirs :

1. Quelles sont les principales institutions de l'Union européenne ?

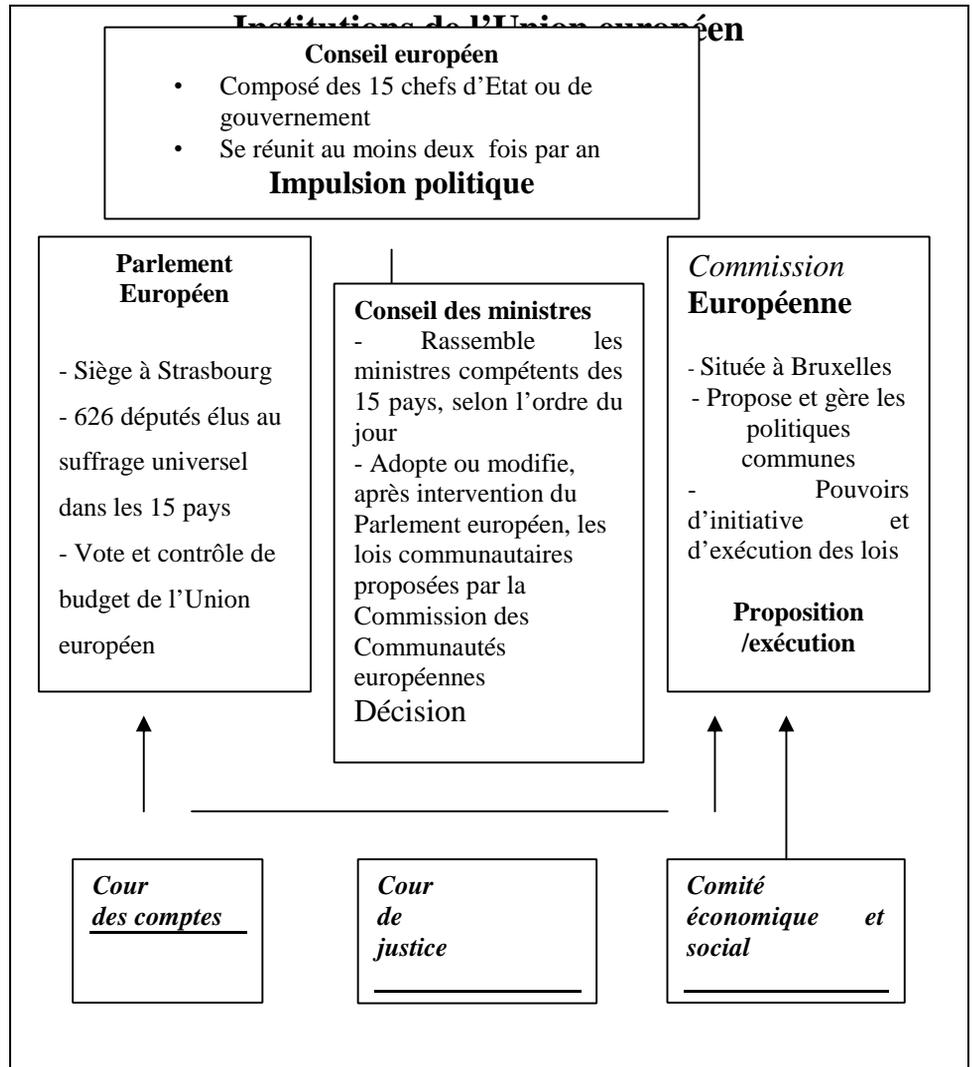
2. Quels sont les rapports entre le Parlement, la Commission et le Conseil ?

3. Expliquez l'importance des dates suivantes dans la construction européenne.

- 1951 _____
- 1957 _____
- 1963 _____
- 1992 _____
- 1997 _____
- 2000 _____

5. Pourquoi d'autres pays voudraient-ils faire partie de l'Union européenne ?

6. Quelles sont les difficultés posées par l'élargissement de l'Europe des Quinze ?



Lisez le texte.

Faites attention au vocabulaire mis en caractères gras, traduisez-le. Analysez les structures soulignées.

Répondez aux questions sur le texte.

L'AVENIR EUROPEEN

Une zone de libre-échange intégrée ou une Europe puissance mondiale sur le modèle des Etats-Unis, la France **penche** depuis longtemps **pour** ce second scénario.

Les principales réalisations de ce nouvel espace européen des Quinze sont :

- La **réalisation du marché unique**, c'est-à-dire d'un espace de libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des hommes et totalement ouvert à la concurrence entre les pays-membres. Il s'agit pour ceux-ci de se soumettre aux règles de concurrence établies par la commission qui veille à leur respect, interdit les fusions d'entreprises qui créeraient des positions de monopole. Certains domaines comme la poste, les transports ferroviaires restent encore non soumis à des règles communes de concurrence.
- La **mise en oeuvre de la monnaie unique**, l'Euro, à partir du 1-er janvier 2002 est la plus spectaculaire des ses réalisations. Elle va changer la vie quotidienne, les représentations, les systèmes de référence de 300 millions d'Européens. Il aura fallu 25 ans depuis la création du « serpent monétaire » européen pour aboutir à la monnaie unique gérée désormais par une autorité unique, la Banque centrale européenne (BCE) dont le siège est à Francfort.
- La **création de l'espace Schengen** (1993) crée à l'intérieur des neufs pays qui y participent une zone unique de libre circulation sans frontières intérieures. Les pays frontaliers assurent les contrôles d'entrée et de sortie pour l'ensemble de neuf pays.

- La **mise en place d'un espace juridique** avec la Cour européenne de justice de Luxembourg devant laquelle tout citoyen européen peut déposer un recours sachant que le droit européen, quand il existe, prévaut sur le droit national.
- L'organisation d'une Europe industrielle dont les deux plus belles réussites sont Airbus et Ariane, toutes deux nées d'une initiative et d'une volonté françaises ? Mais les télécommunications, l'automobile, l'industrie pétrolière, l'agroalimentaire, l'habillement, l'édition, les médias, la banque et les assurances sont des domaines très divers où l'Europe a su construire des groupes industriels de dimension mondiale.

Le grand **chantier** qui va occuper les Européens dans les années qui viennent est celui de la réforme des institutions de l'Union et de l'esprit de cette réforme : il est la clé de la naissance d'une véritable Europe politique. C'est-à-dire qu'une bonne partie de son avenir politique reste à construire.

Questionnaire/Devoirs :

1. Expliquez, dans le contexte de l'Union européenne, les termes suivants :

Le marché unique : _____

La monnaie unique : _____

L'espace Schengen : _____

La Cour européenne de Luxembourg : _____

Le Parlement de Strasbourg : _____

Les autorités de Bruxelles : _____

2. Pourquoi la création d'une Europe politique est-elle difficile ?

Lisez le texte.

Faites attention au vocabulaire mis en caractères gras, traduisez-le. Analysez les structures soulignées.

Répondez aux questions sur le texte.

UNE LANGUE EN PARTAGE

C'est le géographe Onésime Reclus (1837-1916) qui a introduit dans le langage international le mot **francophonie**.

Aujourd'hui, le mot francophonie a quatre sens :

- un sens **linguistique** : celui qui parle le français ;
- un sens **géographique** : l'ensemble des peuples et des hommes dont la langue maternelle, officielle, courante, administrative est le français ;
- un sens **spirituel** : le sentiment d'appartenir à une même communauté et une solidarité née du partage de valeurs communes aux différents individus des communautés francophones ;
- un sens **institutionnel** : une communauté organisée de concertation et de coopération.

L'écrivain sénégalais et homme politique Léopold Sedar Senghor, des poètes tels le Martiniquais Aimé Césaire et le Guyanais Gontrand Damas ont compris que la colonisation leur avait laissé un instrument précieux pour exprimer la négritude : la langue française. Leur oeuvre littéraire ainsi que celle d'autres écrivains noirs, antillais et de langue arabe s'écrivent en français, qui devient ainsi langue d'expression des valeurs de la négritude et de l'arabisme.

La francophonie fait du français la deuxième langue de communication internationale présente sur cinq continents. La langue française est partagée par une cinquantaine de pays et est parlée par environ 150 millions de personnes à travers le monde.

Elle est :

- soit langue **maternelle** comme en France et au Québec ;

- soit langue **officielle** comme au Cameroun ;
- soit langue **d'enseignement** comme à Madagascar ou en Côte d'Ivoire ;
- soit langue **étrangère privilégiée** comme au Maroc ou en Tunisie

Questionnaire/Devoirs :

1. Donnez les quatre sens du mot « francophonie ».
2. Quels sont les différents statuts du français dans les pays qui partagent cette langue à travers le monde ?
3. Qu'est-ce que les pays suivants ont en commun ?
 - La France et le Québec

 - Madagascar et la Côte d'Ivoire _____

Lisez le texte.

Faites attention au vocabulaire mis en caractères gras, traduisez-le. Analysez les structures soulignées.

Répondez aux questions sur le texte.

L'ACTION INTERNATIONALE

La France par sa population ne représente que 1 % de la population mondiale et sa superficie ne couvre que 0,4 % des terres **émergées**. Pourtant, elle demeure l'un des pays les plus développés du monde, **quatrième puissance** économique et commerciale mondiale.

Le présent et le passé expliquent sa qualité de puissance européenne. Elle doit ainsi au passé d'avoir été le premier pays à disposer dès le Siècle de Louis XIV d'un réseau d'**ambassadeurs** : elle a donc une tradition et une mémoire diplomatiques précieuses. Et puis sa langue a été jusqu'à la Première Guerre mondiale l'unique **langue diplomatique**, privilège qu'elle partage aujourd'hui avec l'anglais. Le français est aujourd'hui langue officielle et de travail d'organisations **internationales** (ONU, UNESCO) et **non gouvernementales** (les ONG) dont les Jeux olympiques.

L'action extérieure de la France contemporaine a été largement inspirée par le général de Gaulle :

- une volonté d'indépendance nationale garantie par sa puissance militaire nucléaire ;
- l'ambition de construire une Europe forte à partir de l'entente franco-allemande, garantie d'une paix durable en Europe ;
- une action de solidarité avec les pays en voie de développement et une intensification du dialogue entre les pays développés du Nord et les pays en voie de développement du Sud ;
- une contribution active au maintien de la paix et à la résolution des conflits en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique ;

Aujourd'hui, la mondialisation, l'intégration européenne, l'apparition de nouvelles puissances, l'action en faveur des droits de l'homme, **l'urgence** écologique, le développement d'un droit international, la concurrence des cultures ont conduit la France à **repenser** son rôle et ses actions diplomatique, culturelle, commerciale et militaire dans le **système-monde**.

Questionnaire/Devoirs :

1. Etant données les dimensions de la France, en quoi sa situation économique et commerciale internationale est-elle étonnante ?
2. Quel rôle ont joué la diplomatie et la langue dans la présence française à travers le monde ?
3. Quels sont les thèmes majeurs de la politique internationale française inspirée par le général de Gaulle ?
4. Pourquoi la France modifie-t-elle cette politique aujourd'hui ?
5. En vous référant à l'encadré ci-dessous, dites si les habitants de votre pays vont vivre à l'étranger. Si oui, pour quelles raisons ? Quels sont les pays qui les attirent le plus ? Comparez avec la liste des pays cités dans l'encadré.

Les Français à l'étranger

On dit qu'ils sont 100 000 à Londres, autant à New York ou à Rome ; les Français seraient peut-être plus mobiles qu'on ne l'imagine souvent.

Un Français sur cinq de plus de 16 ans a vécu au moins six mois à l'étranger au cours de sa vie. Les pays de séjour où ils ont vécu le plus sont les pays d'Afrique (24 %), le Benelux, l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse (29 %), les Etats-Unis et le Canada (18 %), l'Italie, l'Espagne, le Portugal (16 %), le Royaume-Uni ou l'Irlande (16 %).

Une telle mobilité place les Français en deuxième position parmi les Européens derrière les Suédois, et avant les Grecs ou les Belges.

Lisez le texte.

Faites attention au vocabulaire mis en caractères gras, traduisez-le. Analysez les structures soulignées.

Répondez aux questions sur le texte.

L'AIDE AU DEVELOPPEMENT

La France a un lourd **héritage** colonial, ce qui lui crée des devoirs **à l'égard de** ses anciennes colonies.

C'est là qu'elle va porter son effort de coopération. Elle crée un ministère spécial, le ministère de la Coopération, qui va jouer un rôle important en Afrique. Le principal instrument de solidarité est le franc CFA (**communauté financière africaine**) qui permet à l'Afrique francophone de disposer d'une monnaie stable et convertible.

Depuis les indépendances (1956-1962), la France a mis en place des programmes spécifiques d'aide pour ces pays : assistance technique, scolarisation, formation de cadres administratifs, programmes de santé. Des missions d'aide et de coopération, l'envoi de milliers de coopérants techniques et d'enseignants ont permis la mise en oeuvre de ces programmes.

Aujourd'hui cette aide doit faire face à la crise de la plupart des Etats : crise économique due à la baisse des prix des matières premières (café, cacao, huile) ; crise sociale à cause de la croissance des villes et de la disparition des structures villageoises ; crise politique avec de nombreux conflits et coups d'Etat.

A présent, l'action de la France s'inscrit dans un ensemble plus vaste d'aide au développement. **Dialogue Nord-Sud**, prise en charge par les pays de leur propre développement, grands programmes multilatéraux donnent un nouveau cadre à l'action de la France. Son ambition est de consacrer 1 % de son PNB (**produit national brut**) à cette aide.

Questionnaire/Devoirs :

1. Dans quelles principales régions du monde se trouvaient les anciennes colonies françaises ?
2. A votre avis, les pays possédant autrefois un empire colonial ont-ils aujourd'hui le devoir d'aider leurs anciennes colonies ? Justifiez votre opinion.
3. Sous quelles formes la France fournit-elle de l'aide à ses anciennes colonies ?
4. Expliquez les raisons de la crise que traversent aujourd'hui les pays en voie de développement.
5. Quels moyens sont proposés pour aider ces pays à sortir de la crise ?
6. En vous référant à l'encadré ci-dessous, dites ce qui conduit les gens à participer activement à la mission humanitaire de médecins sans frontières.

Médecins sans frontières

Tout a commencé en 1971 après le conflit ethnique du Biafra : Bernard Kouchner et quelques amis médecins ont décidé de fonder MSF (**Médecins Sans Frontières**), la première organisation non gouvernementale d'aide médicale au monde, prix Nobel de la paix en 1999.

Kosovo, Niger, Soudan, Burundi, Afghanistan, ceux qu'on appelle affectueusement les « french doctors » sont aujourd'hui présents dans une quarantaine de pays. Ils sont hommes et femmes, médecins, infirmiers, techniciens et ils ont entre vingt-cinq et trente-cinq ans. Ils ont rejoint MSF par humanisme, par **générosité**, par curiosité du monde, pour découvrir **autrui**, vivre plus intensément ou **s'endurcir**. Tous ont choisi de donner quelques années de leur vie à une action humanitaire qui fournit une aide médicale aux **victimes** de guerres civiles et de catastrophes naturelles.

MSF possède aujourd'hui cinq centres opérationnels en France, Suisse, Belgique, Espagne, Pays-Bas. MSF France envoie un millier de volontaires à travers le monde et gère un budget de 76 millions d'euros dont 85 % **proviennent** de fonds privés. Chaque volontaire **reçoit** 610 euros par mois.